

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

Jeudi 8 février 2024

## ANNEXE N°4



**Cluses Arve  
& montagnes**  
Territoire de réussites

- Arâches-la-Frasse ★
- Cluses ★
- Magland ★
- Marnaz ★
- Mont-Saxonnex ★
- Nancy-sur-Cluses ★
- Le Reposoir ★
- Saint-Sigismond ★
- Scionzier ★
- Thyez ★



# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

Éléments réglementaires .....	3
Suivi de mise en œuvre du Projet de Territoire .....	3
Analyse de la conjoncture .....	4
La loi de finances 2024 pour les collectivités .....	8

## PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL

Recettes de fonctionnement .....	10
Les attributions de compensation .....	12
Dépenses de fonctionnement .....	13
Focus sur la gestion des déchets .....	15

## ÉTAT SUR LE PERSONNEL DU BUDGET PRINCIPAL .....

## ÉTAT SUR LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL .....

## CALCUL DES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET PRINCIPAL .....

## PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE.....

## PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL .....

## BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Prévision des recettes du budget annexe Assainissement pour 2024 et les années à venir .....	30
Prévision des dépenses du budget annexe Assainissement pour 2024 et les années à venir .....	31
État de la dette du budget annexe Assainissement.....	32
Prévision des investissements du budget annexe Assainissement .....	34
Prospective financière du budget annexe Assainissement.....	37

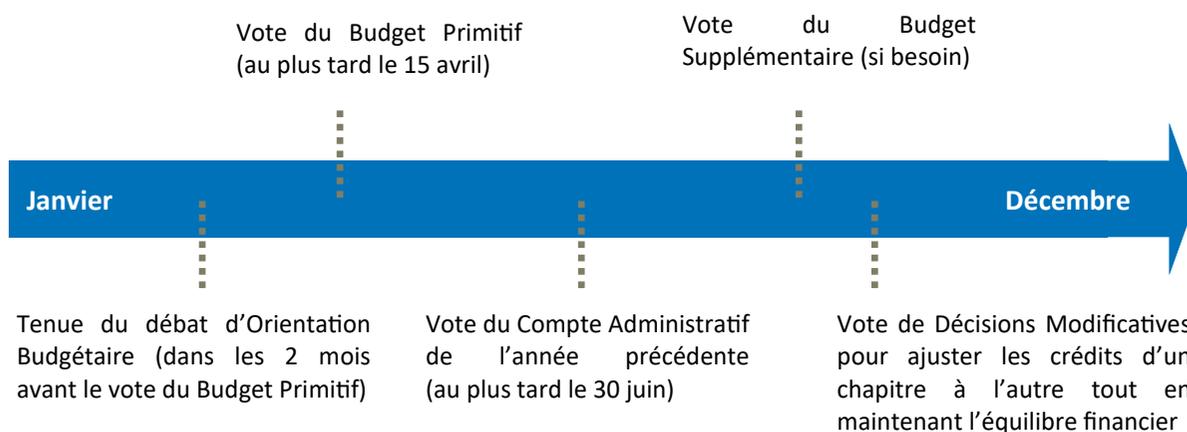
## BUDGET ANNEXE MOBILITÉ

Prévision des dépenses et recettes de fonctionnement du budget annexe Mobilité.....	38
Prévision des investissements du budget annexe Mobilité .....	41
Prospective financière du budget annexe Mobilité.....	43

# INTRODUCTION

## Éléments réglementaires

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue le premier acte nécessaire au vote du budget de l'année, pour les communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de plus de 3 500 habitants.



Il s'appuie sur un document : le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) dans lequel sont détaillés les éléments sur la conjoncture économique, les estimations d'évolution des ressources et des charges, la gestion de la dette de la collectivité, les prévisions des investissements, entre autres.

## Suivi de mise en œuvre du projet de territoire

Vous retrouverez au fil de ce rapport les projets qui permettent de répondre au Projet de Territoire voté par toutes les assemblées du territoire (2CCAM et communes) au cours de l'année 2022.

Les projets sont classés selon les enjeux et les ambitions définis par le Projet de Territoire.

Vous pourrez les identifier facilement grâce aux différentes pastilles dont le modèle est le suivant :

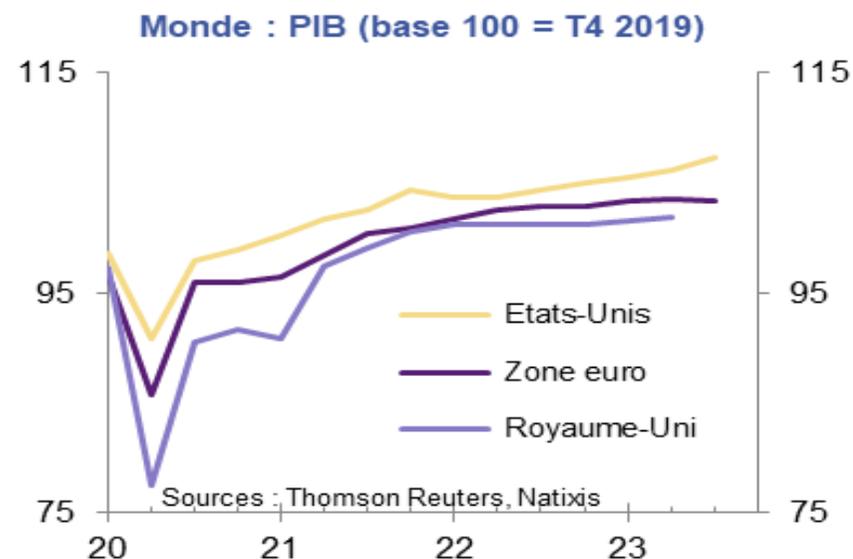
« *Dénomination de l'ambition* »

# INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

## Monde : Une croissance modérée en 2023

L'inflation a encore été élevée en 2023, au niveau mondial. Les différentes banques centrales ont poursuivi leur resserrement monétaire même si les taux terminaux semblent avoir été atteints. La baisse des taux a été amorcée dans certains pays émergents mais ne semble pas être encore envisagée dans les pays développés avant la fin de l'année 2024 malgré de forts signaux de pause voire de fin d'augmentation des taux d'intérêts sur les crédits accordés.

Ces cycles de resserrement budgétaire ont forcément pesé sur les indicateurs économiques confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial. La Banque Centrale Européenne (BCE) a réalisé 10 hausses successives de ses taux d'intérêts entre Juillet 2022 et Octobre 2023.



L'inflation (IPCH\*) en zone euro poursuit sa baisse, à 4,3% en septembre, après un pic de 10,6% atteint en octobre 2022.

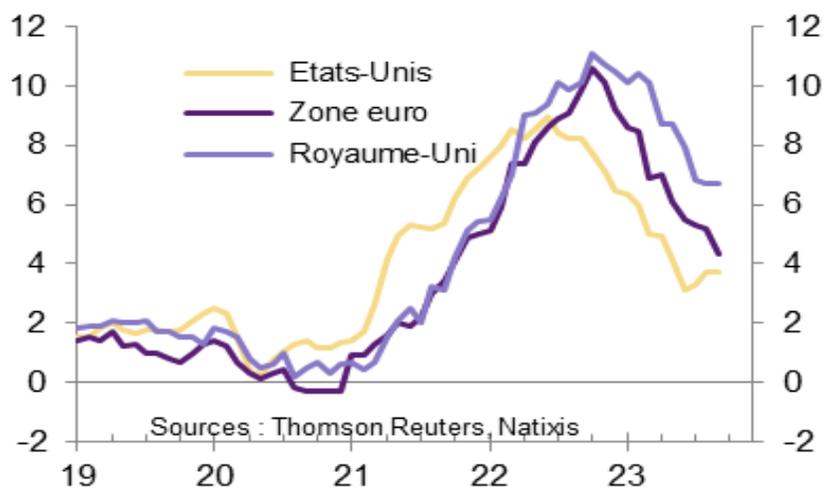
Aux États-Unis l'inflation a continué de reculer (3,7% en Septembre contre 6,3% en Janvier).

En Chine, suite à la sortie de la stratégie stricte du « Zéro COVID » fin 2022, un rebond était très attendu. Cependant, la reprise a été plus lente que ce qui était prévu et la hausse de l'activité n'a vraiment repris qu'au 3ème trimestre 2023 avec une évolution de +4,9%.

Pour les analystes économiques de la Banque de France deux facteurs d'inquiétude subsistent : une situation de marché immobilier préoccupante et une inflation (IPC) qui oscille autour de 0%, indiquant une demande stagnante.

\*IPCH : Indice des prix à la consommation harmonisé / IPC : Indice des prix à la consommation.  
L'IPCH est un IPC calculé de façon la plus comparable possible pour tous les pays de l'Union Européenne et utilisé par la BCE.

## Monde : inflation (%)



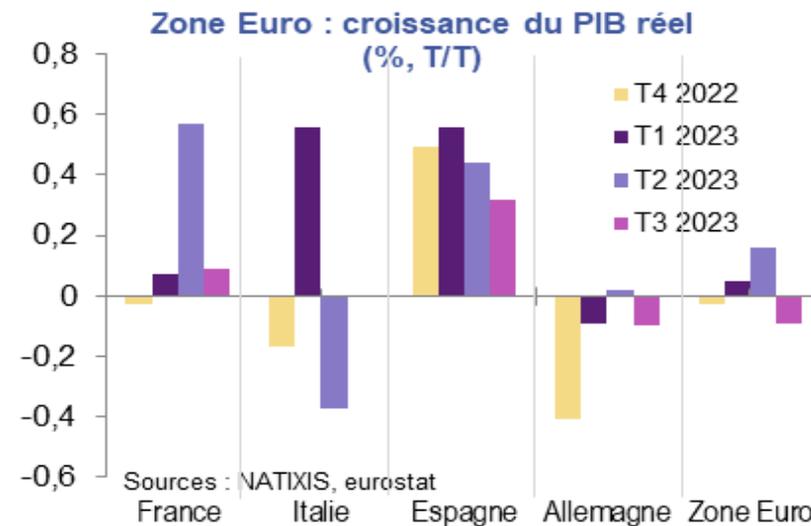
# INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

## Zone euro : la dynamique de désinflation se poursuit

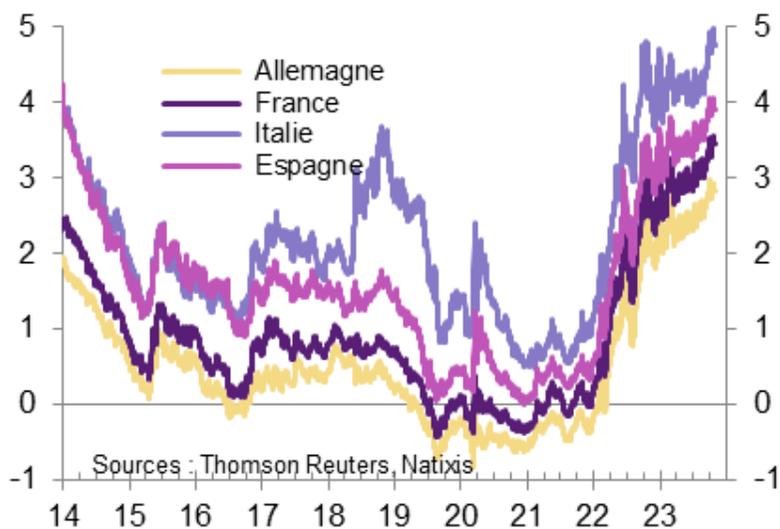
La zone euro a connu un fort ralentissement de la croissance de son PIB fin 2022. La croissance du PIB est restée très faible début 2023 et l'inflation a commencé à se maintenir d'où les hausses successives des taux d'intérêt par la BCE.

La consommation par le grand public reste faible et les exportations n'ont pas repris leur niveau d'avant crise c'est pourquoi la croissance économique de la zone euro manque encore de dynamisme.

Le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année 2023 a tiré l'inflation globale (ICPH) de 8% au premier trimestre à 6,2% au deuxième trimestre puis 5% au troisième trimestre. Elle est envisagée à 3,9% pour le quatrième trimestre ce qui ferait une moyenne pour l'année 2023 à 5,8%.



## Zone euro : taux souverains à 10 ans



Cette évolution de l'inflation confirme les perspectives d'une fin de cycle de resserrement monétaire.

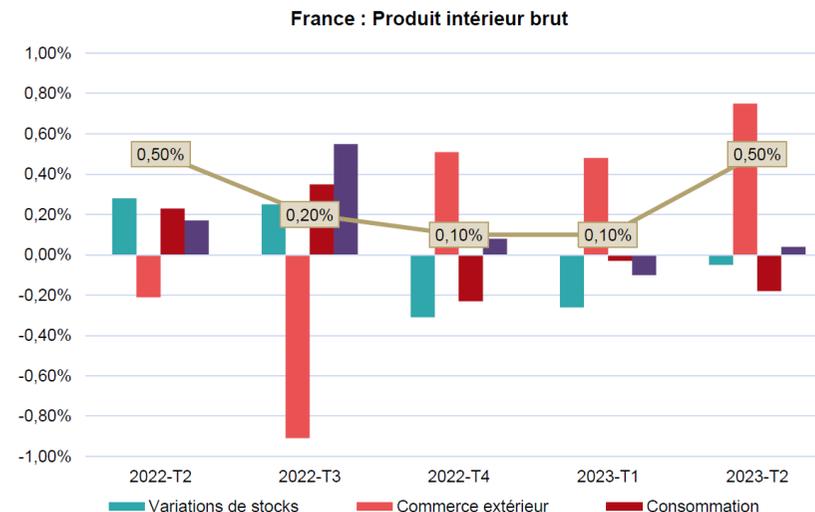
Par conséquent, de nombreuses banques prévoient une première coupe des taux directeurs par la BCE à l'été prochain et ainsi de meilleurs taux d'emprunt auprès des banques pour les collectivités et les ménages ce qui permettrait de redynamiser la consommation.

# INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

## France : une croissance qui se maintient et un ralentissement de l'inflation

En France, la croissance économique a stagné au premier trimestre 2023 mais a repris une progression à partir du deuxième trimestre notamment grâce aux exportations.

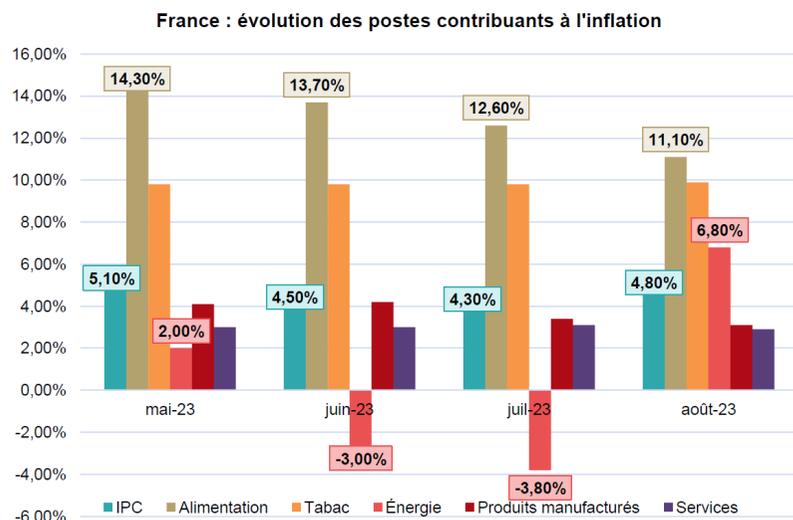
Après huit trimestre consécutif en baisse, la consommation alimentaire est reparti à la hausse durant le deuxième trimestre 2023. De même, qu'après 4 trimestre consécutifs de baisse pour l'investissement des ménages celui-ci a repris durant le dernier trimestre 2023. L'investissement des entreprises quant a lui se maintenait et s'est ré-acceléré en 2023 avec une hausse de +1,5% au 3ème trimestre.



Source : INSEE

L'inflation, en 2022 a été limitée par la mise en place de bouclier énergétique. En 2023, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité, ont accentué l'inflation dès le 1er janvier, entraînant un pic de l'IPCH global à +7,3% en février 2023.

Depuis, le processus de désinflation s'est engagé : l'inflation alimentaire se réduit progressivement depuis 6 mois, les prix de l'énergie sont également contenu depuis Juillet. Seule la hausse des prix du pétrole pourrait être un frein à la désinflation en 2024.



Source : INSEE

GA = Glissement Annuel

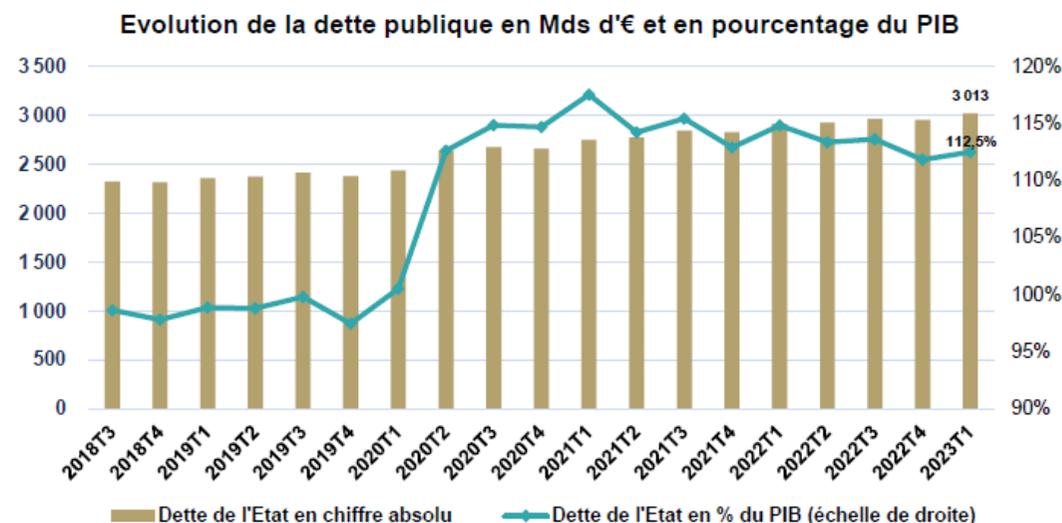
# INTRODUCTION : ANALYSE DE LA CONJONCTURE

## France : Zoom sur les finances publiques

L'augmentation de la dette publique alimente peu la trésorerie des administrations publiques (+5Md€) si bien que l'augmentation de la dette nette est d'ampleur comparable à celle de la dette publique (+58,3Md€) et s'établit à 102 % du PIB.

Cela veut donc dire que l'augmentation de la dette brute des administrations publiques résulte principalement de celles de l'État et des administrations de sécurité sociale.

La contribution des organismes divers d'administration centrale (ODAC) à la dette publique diminue de 2,8 Md€, du fait du désendettement de SNCF Réseau et de France Compétence (respectivement -2,2Md€ et -0,6Md€). Tandis que celle des administrations publiques locales reste stable à 245,1Md€.



Source : INSEE

## Evolution de la dette publique française (en milliards d'€)

	2021 T1	2022 T2	2022 T3	2022 T4	2023 T1
<b>Ensemble des adms. Publiques</b>	2 913	2 919	2 959	2 950	3 013 (+63)
<b>Dont :</b>					
- Etat	2 292	2 309	2 345	2 360	2 408 (+48)
- Organismes divers d'adm centrales	75	71	72	75	72 (-3)
- Administrations publiques locales	245	248	242	245	245
- Administration sécurité sociale	300	291	300	271	288 (+17)

Lors du débat du Projet de Loi de Finances 2024 par les législateurs, la dette publique a souvent été évoquée.

Pour les collectivités, il va devenir de plus en plus important de faire le lien entre la dette et les dépenses de fonctionnement.

# INTRODUCTION : LOI DE FINANCES 2024 POUR LES COLLECTIVITÉS

## La Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027

Le déficit public étant important, la Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027 vise à passer sous le seuil des 3% du PIB en 2027.

Ainsi les collectivités doivent aussi participer à cette réduction, le Gouvernement a fixé des objectifs à toutes les niveaux d'administrations, y compris les collectivités locales :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Dettes publiques (en points de PIB)	111,8	109,7	109,7	109,6	109,1	108,1
dont contributions des :						
administrations publiques centrales	92,2	91,6	92,4	93,5	94,5	95,4
administrations publiques locales	9,3	9,0	8,9	8,8	8,3	7,6
administrations de sécurité sociale	10,2	9,1	8,4	7,4	6,3	5,1

L'État s'assure également de la contribution des collectivités à l'effort de réduction du déficit public en prévoyant une trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. A ce jour, il ne s'agit que d'une préconisation d'évolution, il n'y a pas de contrainte pour le moment en cas de non respect.

	2023	2024	2025	2026	2027
Evolution des dépenses réelles de fonctionnement (%)	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

Cet objectif d'évolution correspond aux prévisions d'inflation diminuée de 0,5 point.

Cette évolution est exprimée à périmètre constant et en valeur. Elle est calculée en tenant compte des budgets principaux et des budgets annexes.

# INTRODUCTION : LOI DE FINANCES 2024 POUR LES COLLECTIVITÉS

## Les dispositions de la Loi de Finances pour 2024 concernant les collectivités

- Hausse des concours financiers de l'État (54,2Md€) :
  - ◆ Renforcement du fonds vert (+2,5Md€) ;
  - ◆ Hausse de la dotation pour les titres sécurisés (pour réduire les délais de délivrance) de 52,4M€ à 100,0M€ en 2024 ;
  - ◆ Dotation de 5M€ pour le plan national contre les violences aux élus.
- Augmentation de la DGF pour atteindre 27,2Md€ ;
- Modification des dépenses éligibles au FCTVA avec l'intégration des dépenses relatives aux aménagements de terrains d'où son augmentation à 7,1Md€ ;
- Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local avec des dotations pour les communes et les EPCI stabilisés à 1,8Md€ (DETR = 1 046M€, DSIL = 570M€, DPV = 150M€]
- En revanche, une minoration des fonds et dotation relatifs à la réforme de la taxe professionnelle :

en millions €	Montants 2024
<b>Fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)</b>	
Bloc communal	- 12
<b>Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)</b>	
Bloc communal	- 15
Départements	- 20
Régions	0
<b>TOTAL</b>	<b>- 47</b>

En Mds € - A périmètre courant				LFI 2024 : 105,2 (LFI 2023 : 103,8)	
Fiscalité transférée	38,7 (38,3)	Financement de la formation professionnelle	0,8 (0,8)		
<b>Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage</b>				<b>2024 : 68,2 (2023 : 67,2)</b>	
Subventions autres ministères	6 (6)	Dégrèvements législatifs	4,3 (4,6)	Amendes de police	0,6 (0,6)
				Fonds vert	2,5 (2)
<b>Concours financiers de l'État aux collectivités locales</b>				<b>2024 : 54,2 (2023 : 53)</b>	
Prélèvements sur recettes dont	45 (45,6)	Mission RCT dont	4,3 (4,3)	TVA des régions	5,4 (5,1)
DGF	27,2	DGD	1,406		
FCTVA	7,1	DETR	1,046		
DCRTP	2,8	DSIL Communes et groupements	0,570		
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	4	DSI Départements	0,212		
Dotation régionale d'équipement scolaire	0,661	DPV	0,150		
Comp. exonérations fiscales	0,664	Comp. régions frais de gestion TH	0,293		

- Des mesures en faveur de la planification écologique (une enveloppe de 7Mds€ dans la LFI2024) :
  - ◆ Rénovation des bâtiments et logements : +0,8 Mds€ ;
  - ◆ Décarbonisation des mobilités : +1,4Mds€ ;
  - ◆ Préservation des ressources : +1,2Mds€ ;
  - ◆ Transition énergétique : +1,1mnds€ ;
  - ◆ Compétitivité verte : +1,7mnds€ ;
  - ◆ Fonds vert : +0,8Mds€.

# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Recettes de Fonctionnement

## La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

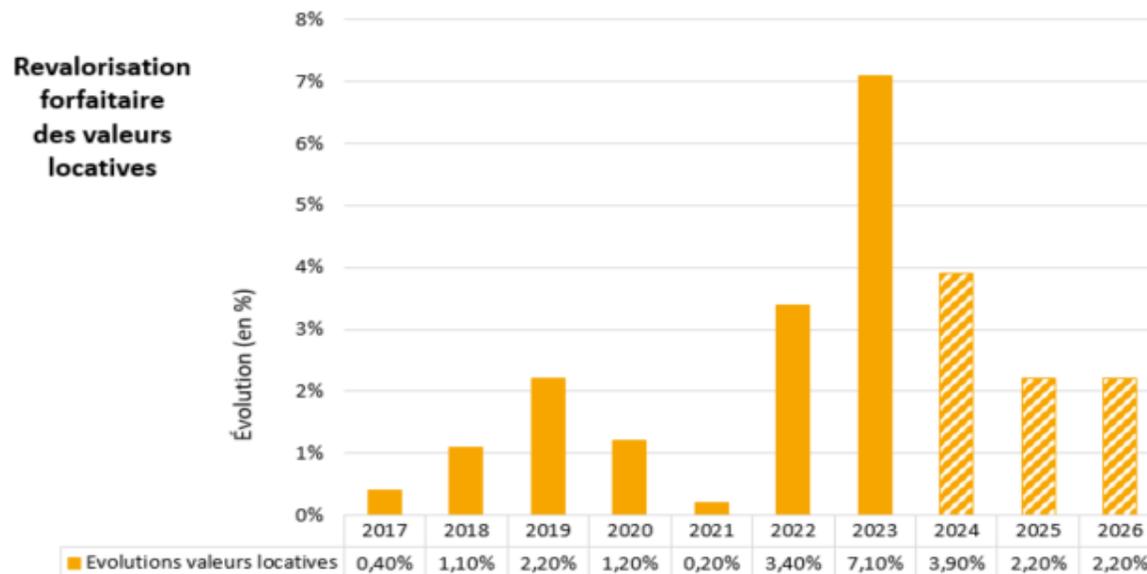
Les valeurs locatives des biens immobiliers servent de base pour le calcul des impôts « Ménages » ou assimilés. Pour la 2CCAM, cela concerne principalement la Taxe sur le Foncier Bâti ou la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Ces valeurs datent de 1970 et n'ont pas été révisées depuis, les réformes prévues par le Gouvernement ayant toujours été reportées. Ainsi, chaque année la loi de Finances prévoit une revalorisation forfaitaire qui dépend du niveau d'inflation constatée sur une année.

L'année 2022 avait déjà amorcée une forte hausse (+3,4%), avec l'inflation importante sur les énergies et l'alimentaire la revalorisation a été également très importante en 2023 (+7,1%).

En 2024, la revalorisation a été votée à 3,9% ce qui reste très élevé par rapport aux dernières années.

Pour les années à venir, selon la Banque de France, il y aurait un retour à la normale de l'inflation et donc de cette revalorisation à hauteur de 2,2%.



## Les mécanismes d'évolution des principales taxes perçues par la 2CCAM (hors nouveaux redevables) :

### Cotisation Foncière des Entreprises

- Révision des valeurs locatives (hors entreprises industrielles)
- Chiffre d'affaires (entreprises soumises à la base minimum)

### Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

- Chiffre d'affaires et valeur ajoutée générée

### Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

- Révision des valeurs locatives

### Taxe sur les Surfaces Commerciales

- Chiffre d'affaires et surface utile à la vente

### Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

- Révision des valeurs locatives

### Taxe sur la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

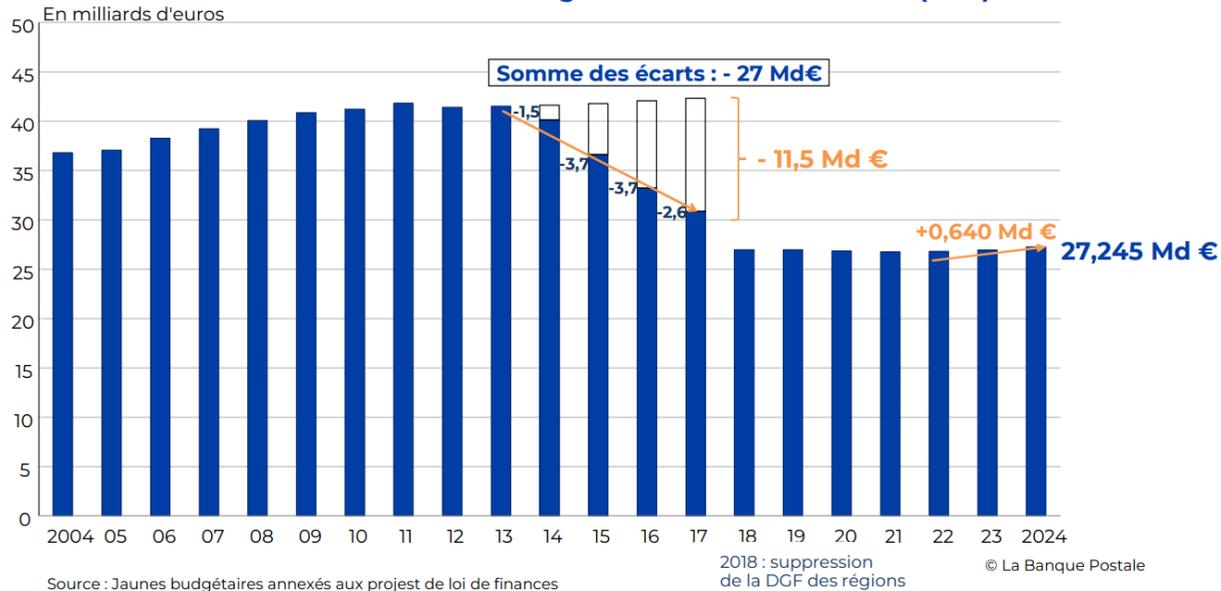
- Nombre d'habitants

### Taxe de séjour

- Nombre de nuités

# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Recettes de Fonctionnement

## Évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)



## Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement

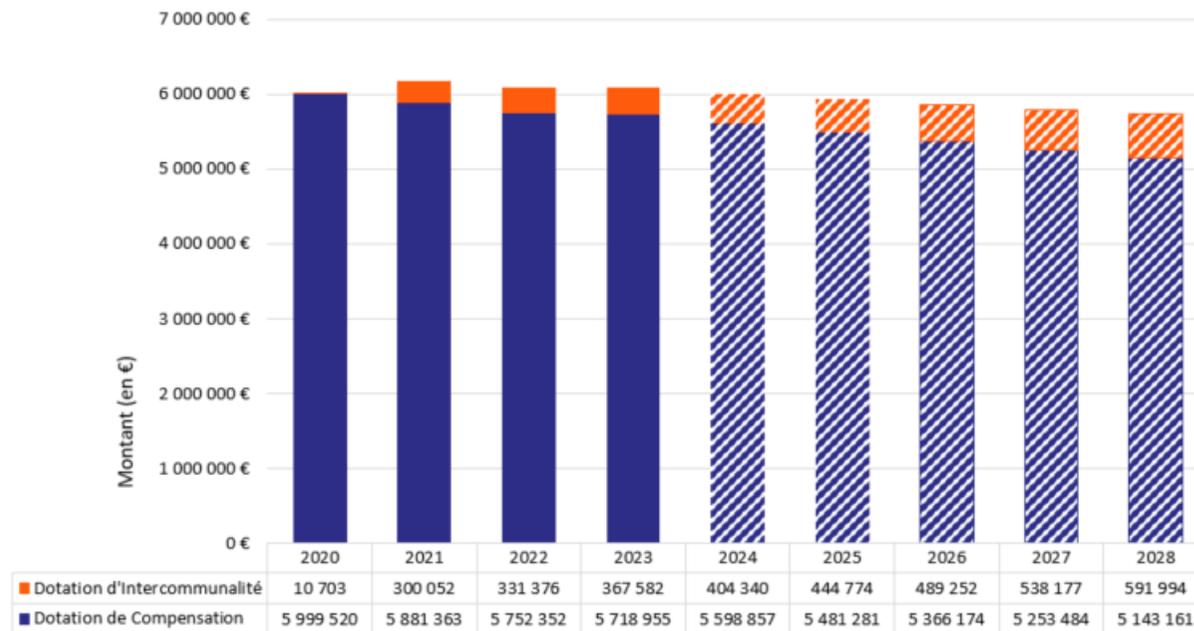
La DGF est composée d'une part majoritaire de Dotation de Compensation, qui provient de la réforme de la Taxe Professionnelle mise en œuvre en 2011, et de la Dotation d'Intercommunalité.

Malgré l'abondement de la DGF en 2023 et à nouveau de 320 millions d'euros en 2024, la DGF de la 2CCAM continue de baisser régulièrement.

En effet, la partie Dotation de Compensation est dégressive depuis 2014, conformément aux décisions gouvernementales.

De son côté, la Dotation d'Intercommunalité a connu une grande variation dans les années précédentes en fonction du niveau de la 2CCAM vis-à-vis du potentiel fiscal moyen national. Si la 2CCAM est au dessus du plafond de 2 fois le potentiel fiscal moyen national, alors elle ne perçoit presque pas de dotation (situation jusqu'à 2020). Depuis 2021, l'intercommunalité est redescendue en dessous de ce seuil et bénéficie d'une Dotation d'Intercommunalité bonifiée à hauteur de 400 000 € prévus en 2024.

## Évolution des composantes de la DGF et extrapolation



# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Les attributions de compensation

## Les charges transférées les 3 dernières années :

### Les services communs :



Commande publique



Systèmes d'Information Géographique



Finances comptabilité



Archives



Prospective



Systèmes d'Information (Informatique)



Subventions

### Les thématiques :



Rénovation urbaine



Arrêts et aribus du réseau de transport urbain



Dispositifs d'amélioration de l'habitat



Animation du développement économique



Conseil Intercommunal Sécurité et Prévention Délinquance



Zones d'Activité Économique

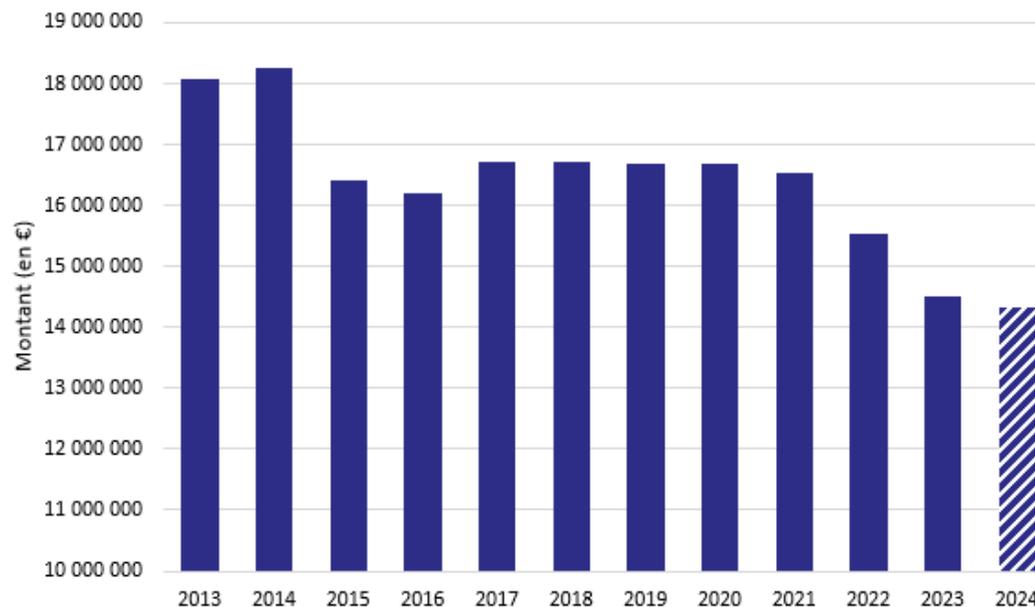


Adulte relais (Contrat de Ville)



Zones d'Activité Touristique

## Solde des reversements aux communes



## Les travaux de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)

Depuis 2020, ce sont près de 2,4 millions € de charges nettes qui ont été transférées des communes vers la 2CCAM.

L'année 2024 sera marquée par le financement sur une année complète des services communs Archives (3 mois sur 2024) et Systèmes d'Information (8 mois sur 2024).

Le Centre de Supervision Urbain intercommunal (CSUi) devrait également entrer en service cette année. Les dernières modalités de financement sont en cours de discussion avec les communes concernées.

Enfin, d'autres thématiques devraient être étudiées comme le financement des skibus des Carroz suite à la fin du contrat de DSP de la commune et le financement des travaux sur les arrêts scolaires et touristiques du réseau de transports.

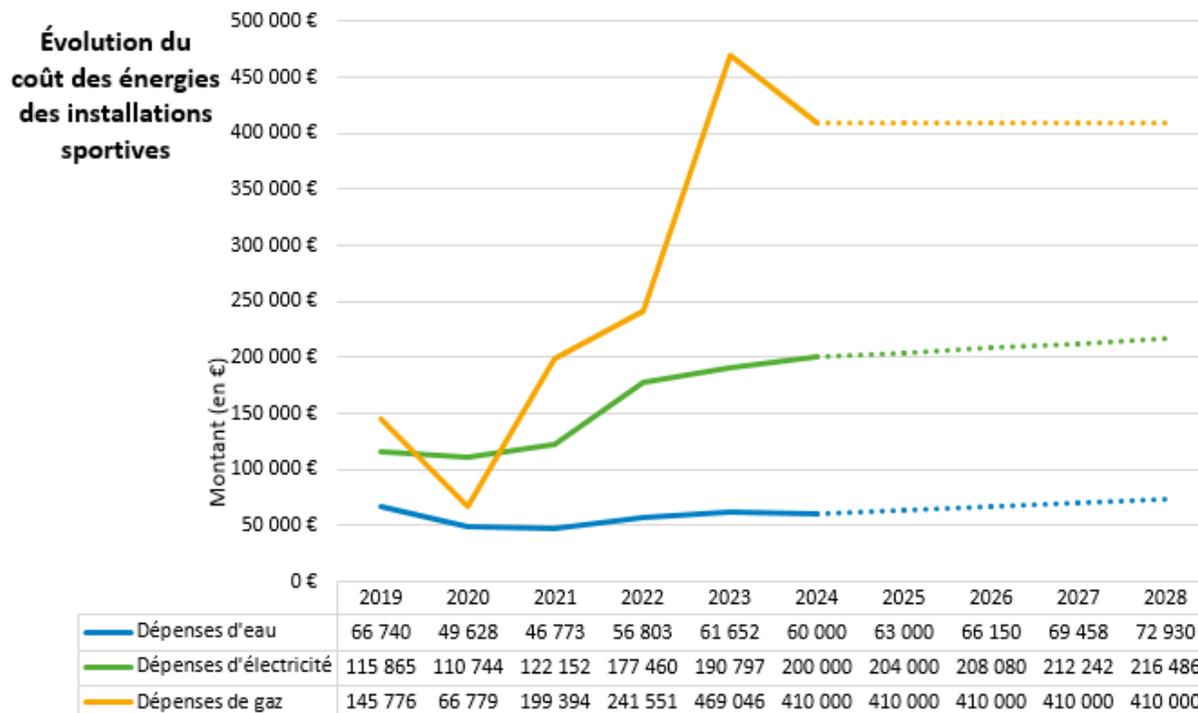
# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Dépenses de Fonctionnement

## Dépenses liées aux énergies des installations sportives

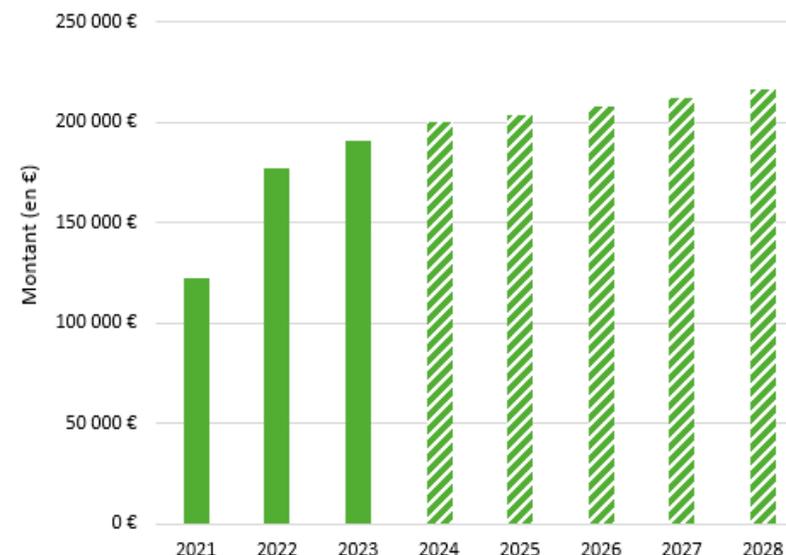
Les dépenses d'énergies sont l'une des principales charges du service installations sportives. L'enjeu est d'autant plus important lorsqu'on se confronte à une crise énergétique et que de grandes incertitudes pèsent sur l'évolution de ces dépenses.

Lors du vote du budget 2023, ces lignes ont connu une forte augmentation afin de faire face à ces incertitudes. Fin 2023, force est de constater que l'impact a été important alors même qu'un plan de sobriété avait été mis en place et que les températures sont restées particulièrement clémentes lors de l'hiver.

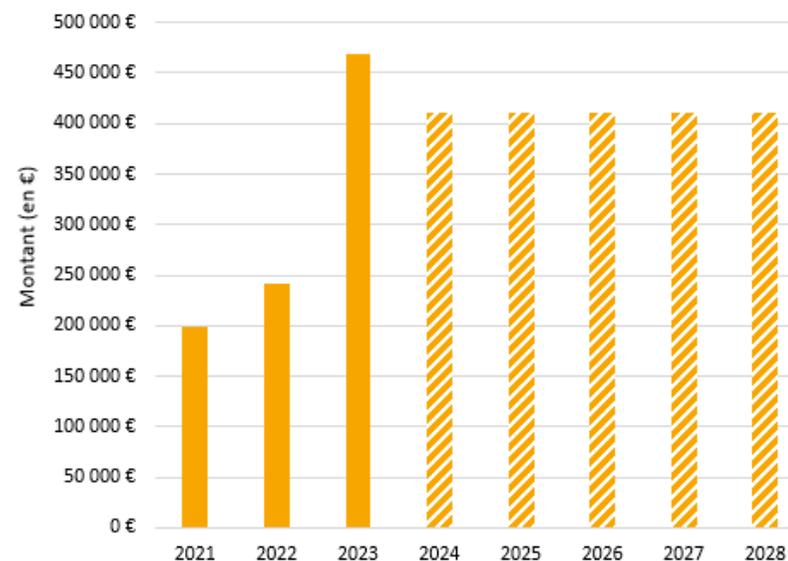
D'après les dernières analyses du SYANE, le coût du gaz devrait se maintenir alors que celui de l'électricité devrait augmenter de 12,6%. Ces préconisations ont été suivies lors de l'élaboration du budget des installations sportives mais également pour les coûts du siège social et du musée. Les dépenses relatives aux consommations d'eau progressent également de 10%.



## Évolution prévue des coûts d'électricité des installations sportives



## Évolution prévue des coûts de gaz et chauffage urbain des installations sportives

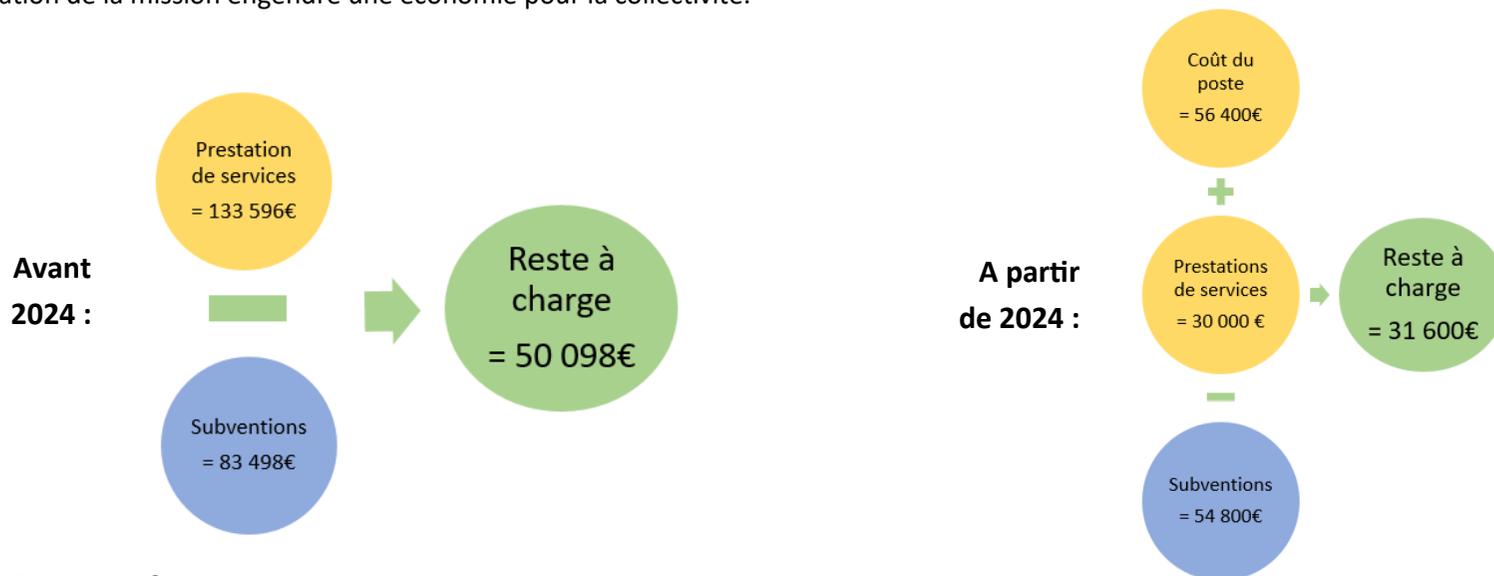


# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Dépenses de Fonctionnement

## Le suivi des copropriétés dégradées

Les élus ont fait le choix d'internaliser la mission du suivi et l'animation des copros-dégradés du quartier des Ewües avec le recrutement d'un chargé de mission pour une période de 3 ans. Auparavant, ces missions étaient réalisées par un cabinet extérieur. Ces actions resteront subventionnées par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH).

Budgétairement, cela implique une évolution des charges : une prestation de service devient une charge de personnel, assistée par un cabinet d'études. En revanche, l'internalisation de la mission engendre une économie pour la collectivité.



## Santé et Petite enfance

Concernant le volet de la petite enfance, dans le cadre du projet de territoire et suite au diagnostic réalisé, il a été constaté un déficit de 214 places sur le territoire par rapport à la moyenne départementale. Dans ce cadre, un projet de financement de places a été lancé par la 2CCAM et le budget est estimé à environ 45 000€ par an pour la création de 5 places de crèches et 40 000€ pour la reprise ou la création de Maisons d'Assistants Maternels.

Ce budget reste une estimation, à ce jour, il n'est inscrit au budget primitif que la reprise en cours d'année d'une Maison d'Assistants Maternels. Les autres actions seront déployées au fur et à mesure et feront alors l'objet de nouvelles inscriptions budgétaires.

Concernant le volet Santé, suite au diagnostic santé et autonomie, il a été fait le choix d'un soutien à l'investissement dans ce domaine notamment par la création de Maisons de santé pluridisciplinaires prévue à hauteur de 450 000€ (dont 50 000€ pour 2024).

Depuis la Loi 3DS :

- Différenciation
- Décentralisation
- Déconcentration
- Simplification

les compétences peuvent se traiter « à la carte ».

# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Focus sur la Politique Déchets

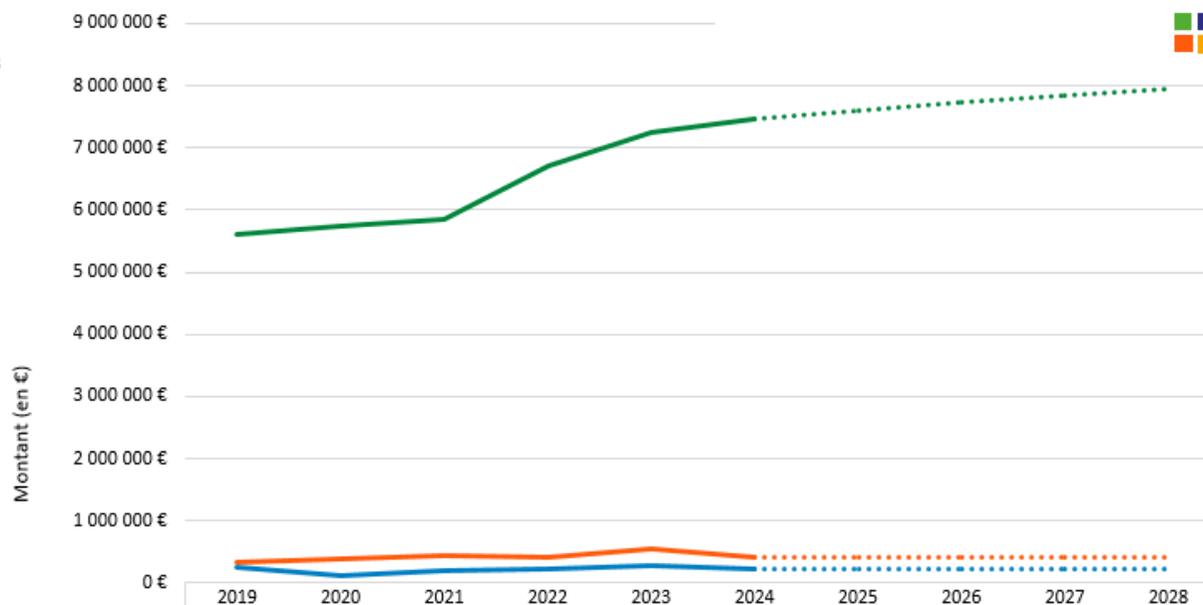
## Évolution des recettes liées aux déchets

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est de loin la principale recette liée à la gestion des déchets. Elle progresse chaque année selon la revalorisation annuelle des valeurs locatives (voir pages précédentes).

En 2022, le taux de fiscalité a été augmenté de 8,92% à 9,92% afin d'anticiper les travaux importants à mener pour faire évoluer le mode de collecte des déchets de porte à porte vers la collecte en points d'apport volontaire.

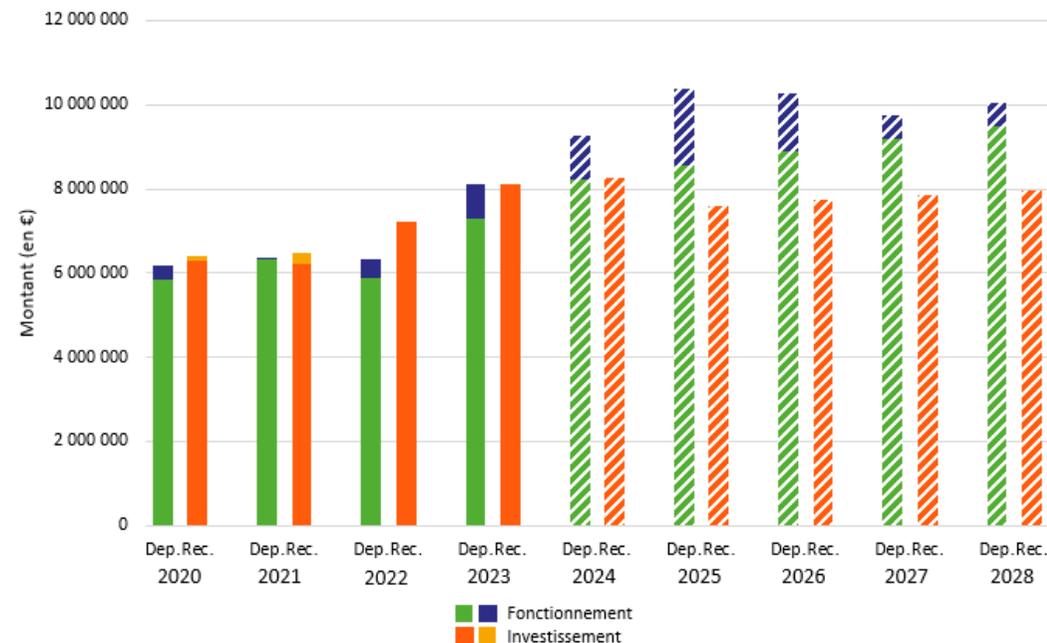
Les autres recettes dépendent directement de l'activité du service avec la revente des matériaux issus des déchèteries et les subventions des éco-organismes en fonction des performances de tri.

## Évolution des recettes liées à la gestion des déchets



	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
— Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	5 612 260	5 751 748	5 841 775	6 724 370	7 254 686	7 459 000	7 608 180	7 722 303	7 838 137	7 955 709
— Subvention des éco-organismes	324 906	389 770	437 186	400 000	546 463	420 000	420 000	420 000	420 000	420 000
— Revente des matériaux issus des déchèteries	253 964	110 608	205 468	220 000	275 492	220 000	220 000	220 000	220 000	220 000

## Évolution du résultat projeté de la compétence Déchets



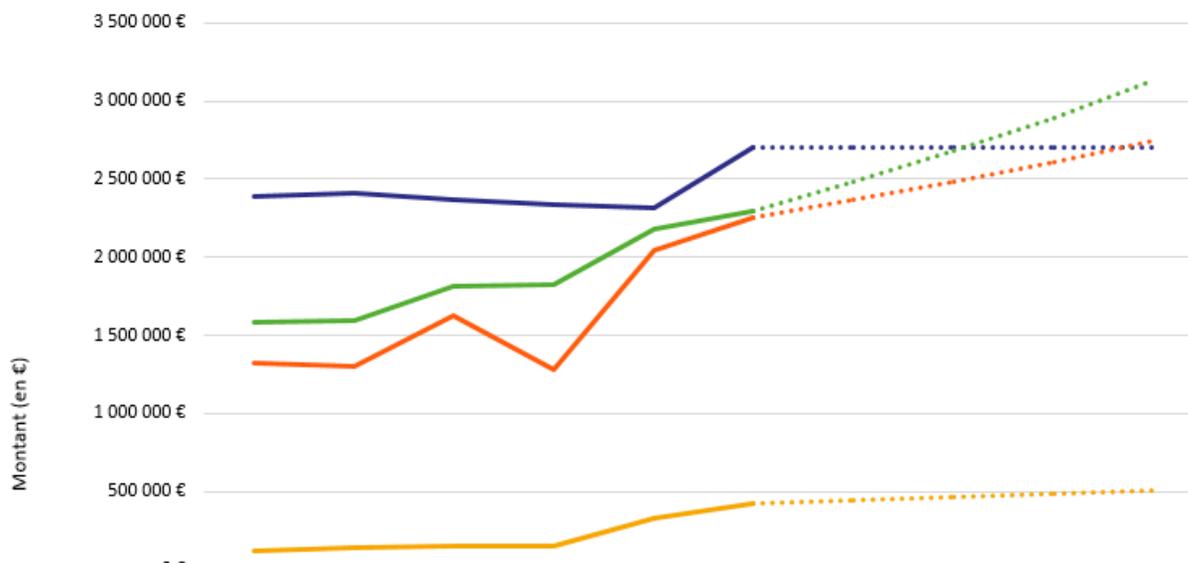
# PRINCIPALES EVOLUTIONS ATTENDUES SUR LE BUDGET PRINCIPAL : Focus sur la Politique Déchets

## Évolution des marchés de gestion des déchets

À partir de 2023, les marchés relatifs à la collecte des ordures ménagères, de gestion des déchèteries et du tri des déchets ont connu une forte hausse, du fait notamment des indices de révision des prix (voir ci-contre, base 100 en janvier 2019).

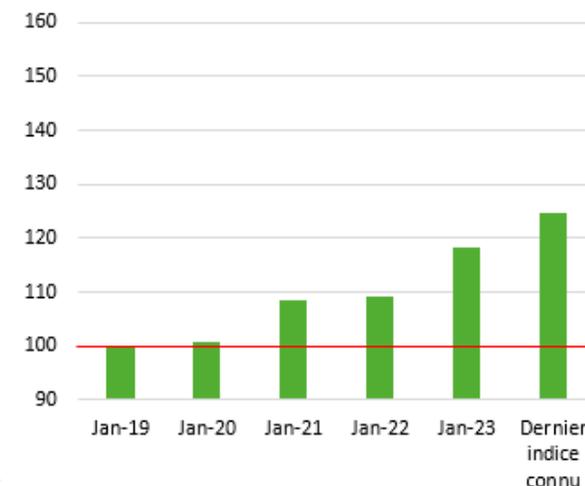
Ainsi, si cette compétence était à l'équilibre de 2019 à 2023, au vu des hausses des coûts des marchés et l'augmentation nécessaire de l'investissement, un déficit est prévu à partir de 2024 et il s'accroîtra au fil des années, ceci malgré une augmentation du taux de la TEOM en 2022.

Évolution des charges de collecte et gestion des déchets

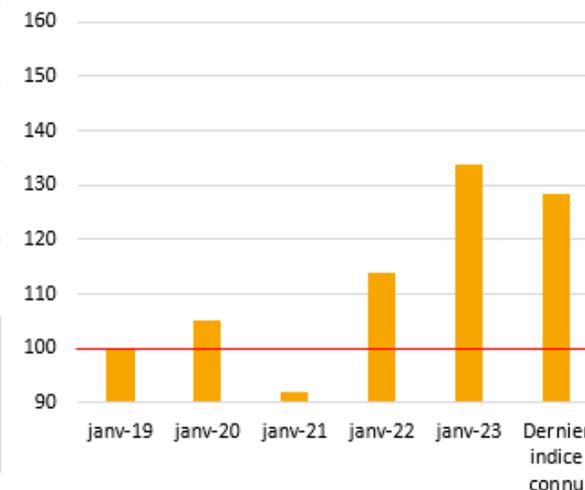


— Incinération des déchets	2 386 714	2 415 651	2 370 158	2 333 235	2 316 680	2 700 000	2 700 000	2 700 000	2 700 000	2 700 000
— Collecte des ordures ménagères	1 583 546	1 596 610	1 813 630	1 819 678	2 175 706	2 300 000	2 484 000	2 682 720	2 897 338	3 129 125
— Exploitation des déchèteries	1 322 083	1 299 080	1 624 325	1 278 538	2 044 302	2 255 000	2 367 750	2 486 138	2 610 444	2 740 967
— Tri et conditionnement des déchets recyclables	113 920	142 996	145 772	153 294	329 405	420 000	441 000	463 050	486 203	510 513

Coût de la main d'œuvre dans la collecte des ordures ménagères



Prix à la consommation des ménages - Gazole



# ÉTAT SUR LE PERSONNEL DU BUDGET PRINCIPAL

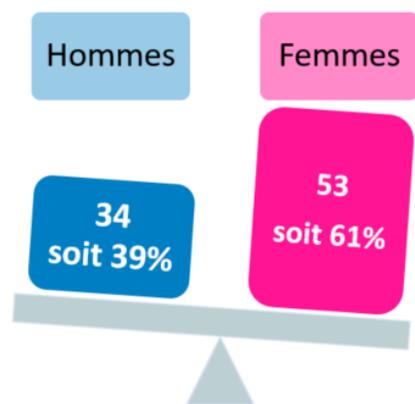
Filière	Catégorie	Effectifs budgétaires 2024 (en nombre de postes)	ETP 2024	Postes occupés au 01/01/2024
Administrative	A	10	10	10
	B	10	9,5	8
	C	23	20,5	23
Culturelle	A	1	1	1
	B	2	2	2
	C	2	2	2
Médico-sociale	A	0	0	0
	B	0	0	0
	C	1	0,6	1
Sport	A	0	0	0
	B	9	9	9
	C	0	0	0
Technique	A	4	4	4
	B	8	8	7
	C	20	19,6	20
<b>Total</b>		<b>90</b>	<b>86,2</b>	<b>87</b>

## Structuration de l'effectif \* pour l'année 2024 :

Le budget 2024 compte 90 postes ouverts dont 85 sont pourvus au 1<sup>er</sup> janvier.

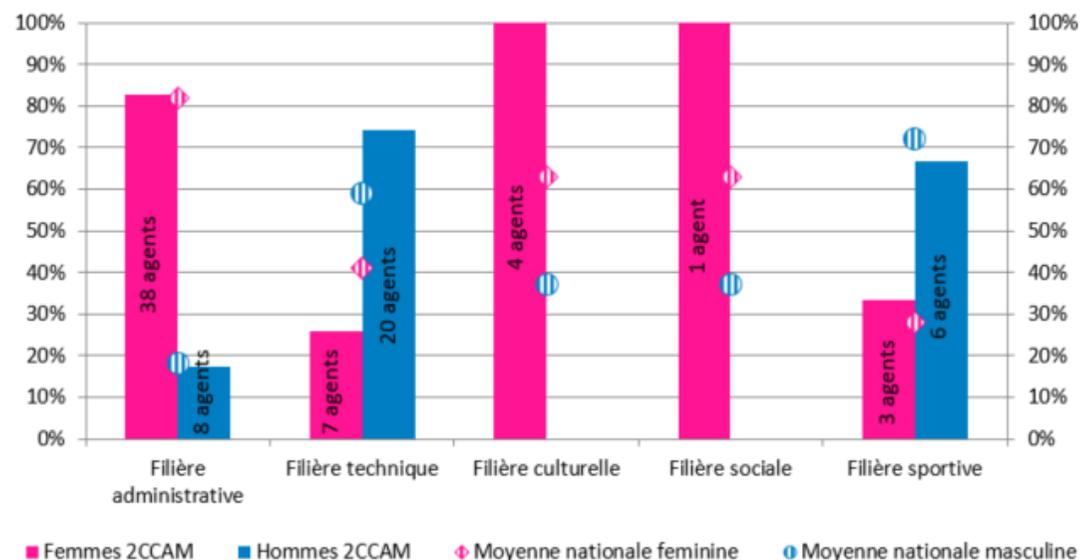
Les agents sont majoritairement des femmes, pour 61%, soit sensiblement la moyenne constatée dans les collectivités territoriales.

5 filières sont représentées parmi lesquelles les filières administrative et technique sont dominantes en nombre d'agents.



\* Pour simplifier l'analyse, ce détail comprend l'ensemble des agents de la 2CCAM, dont 4 sont imputés au budget annexe Assainissement

## Répartition femmes / hommes par filière et comparaison avec la moyenne nationale



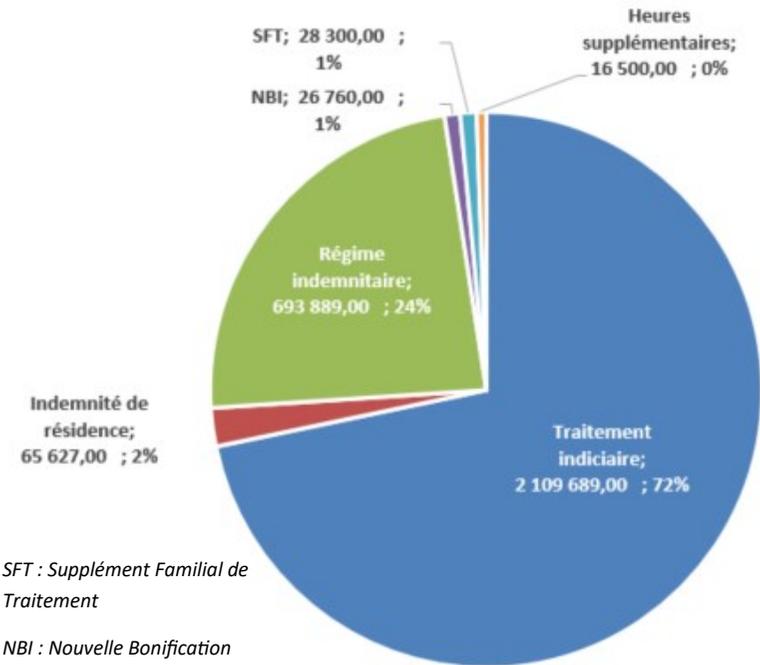
# ÉTAT SUR LE PERSONNEL DU BUDGET PRINCIPAL

## La rémunération :

Entre le Budget Primitif 2023 et le Budget Primitif 2024, plusieurs évolutions impactent le budget :

Hausse du point (+1,5% en juillet 2023)	49 900,00
Augmentation 5 points d'indice au 01/01/2024	39 196,00
Hausse de l'indice de base (IR 361)	4 700,00
Hausse CNRACL	14 200,00
Indemnité de résidence au 01/01/2024	76 689,00
Hausse du Régime Indemnitare	84 000,00
Intégration du Service commun DSI	130 000,00
Divers recrutement (archiviste ou directeur du CTI sur une année pleine, Chargé de projet habitat et solidarité, 2MNS, 1 adjoint technique)	243 000,00
<b>TOTAL de l'augmentation :</b>	<b>641 685,00</b>

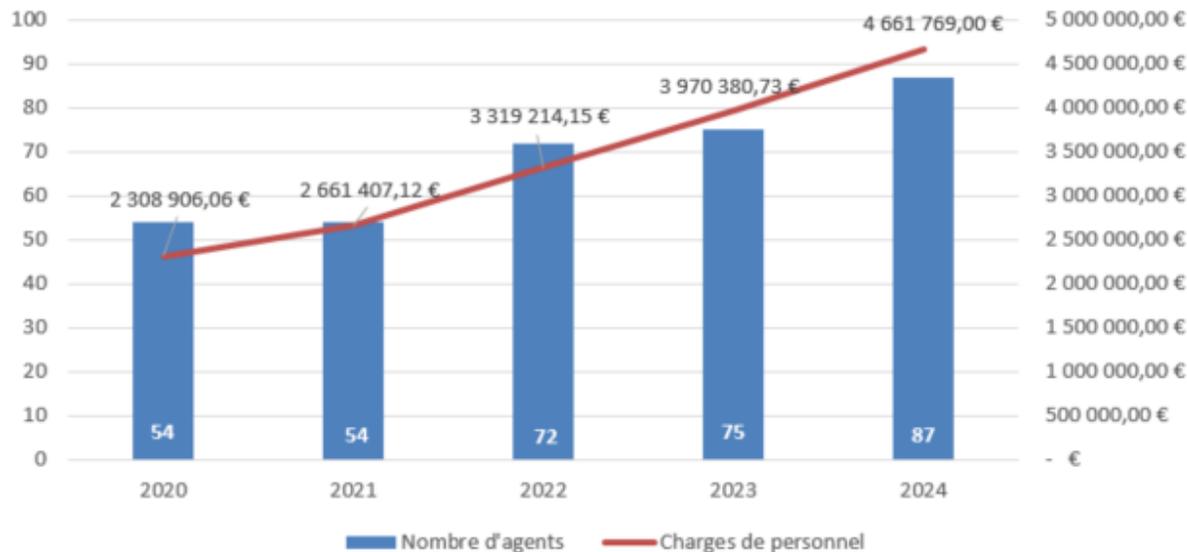
## Répartition de la rémunération



SFT : Supplément Familial de Traitement

NBI : Nouvelle Bonification Indiciaire

## Evolution du nombre d'agents et des charges de personnel



## Détail de l'évolution de la masse salariale 2020-2024 :

Évolutions réglementaires .....397 468 €

Création de services communs, compensés par une diminution des Attributions de Compensation .....943 100 €

Nouveaux besoins .....790 728 €

Certaines augmentations sont à mettre en parallèle avec des économies sur d'autres postes de dépenses ou des subventions (acheteur public, chargée mission PVD, chargée mission copro-dégradées, etc.)

# ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

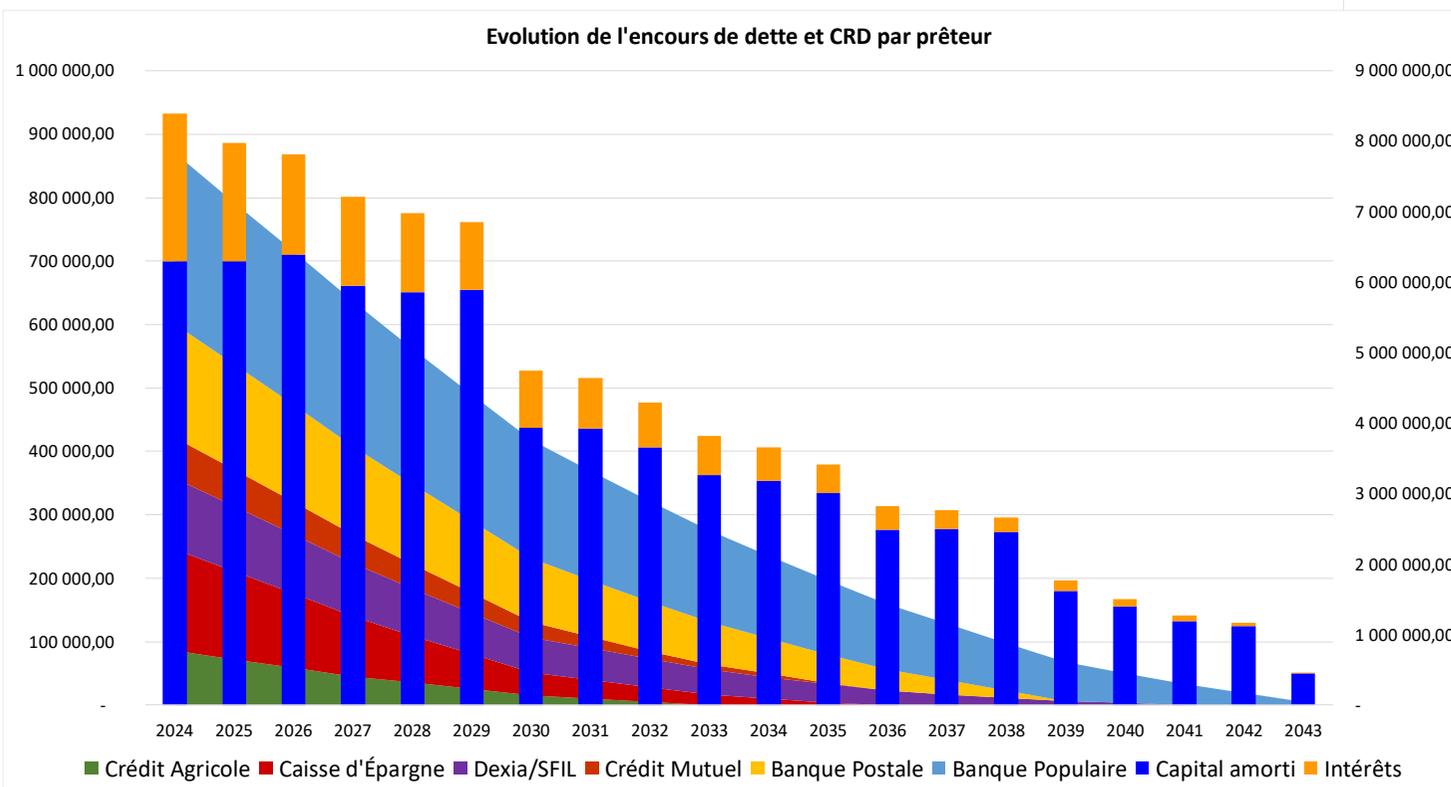
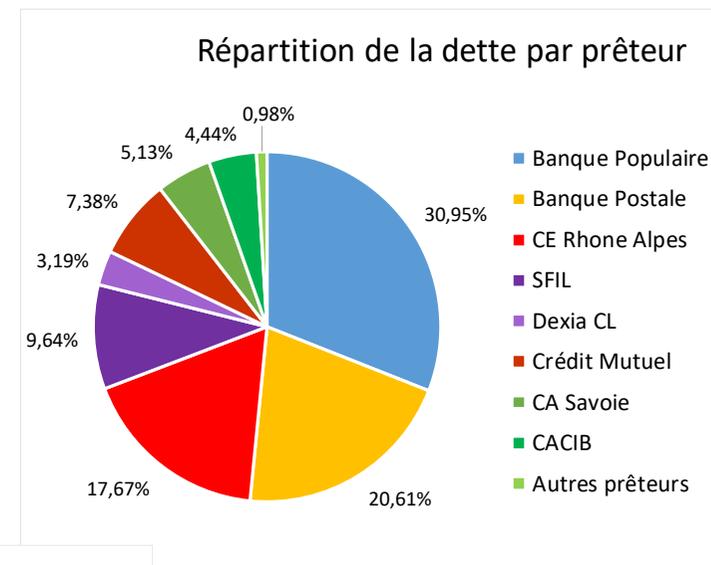
## Évolution de l'en-cours de dette au 1er Janvier de chaque année :

Sans contractualisation d'un nouvel emprunt, la dette actuelle s'éteindrait en 2043.

Le taux moyen est de 3,08%.

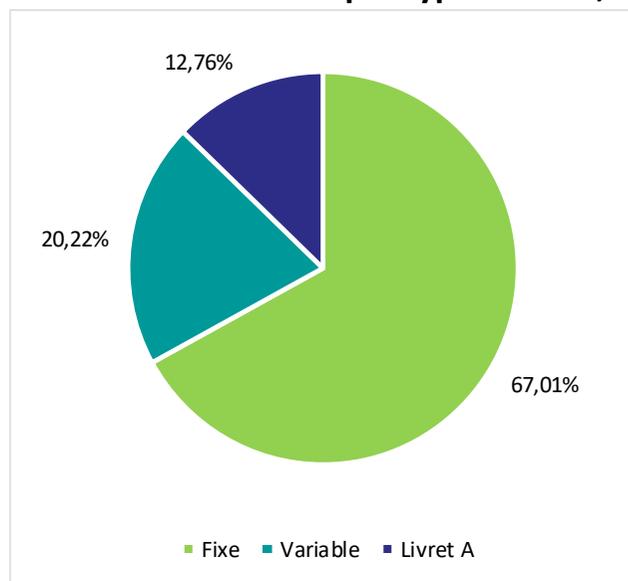
Il faudra attendre l'année 2030 pour connaître une baisse importante du capital et des intérêts à rembourser.

La dette de la collectivité comprend 23 lignes auprès de 10 prêteurs différents ce qui limite les risques.



# ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

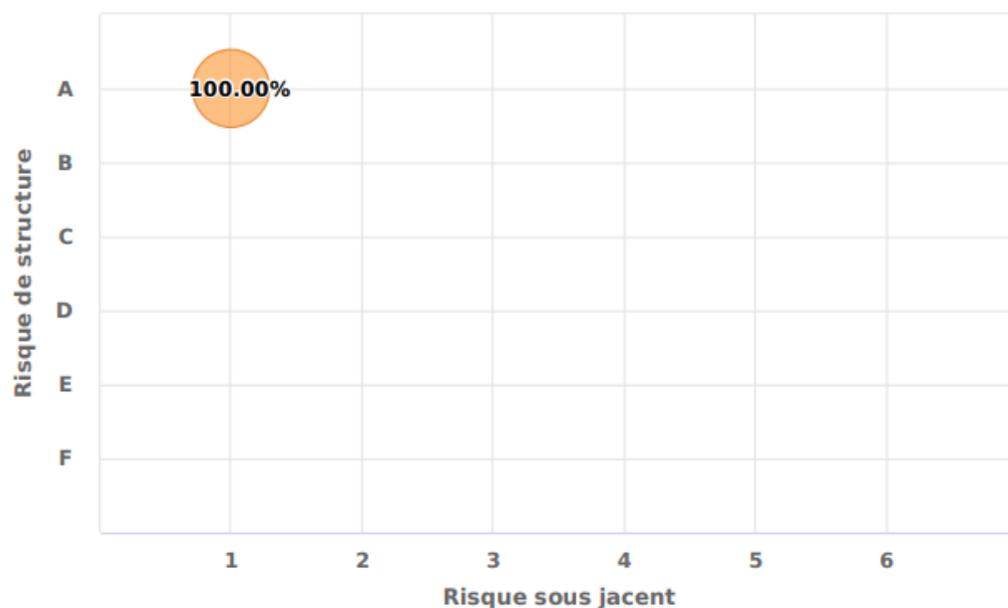
Répartition de l'encours de dette par type de taux, selon la classification Gissler et par prêteur :



La charte Gissler est une charte de bonne conduite signée par les établissements financiers afin d'améliorer la compréhension des risques encourus lors de la signature d'un prêt par les élus locaux.

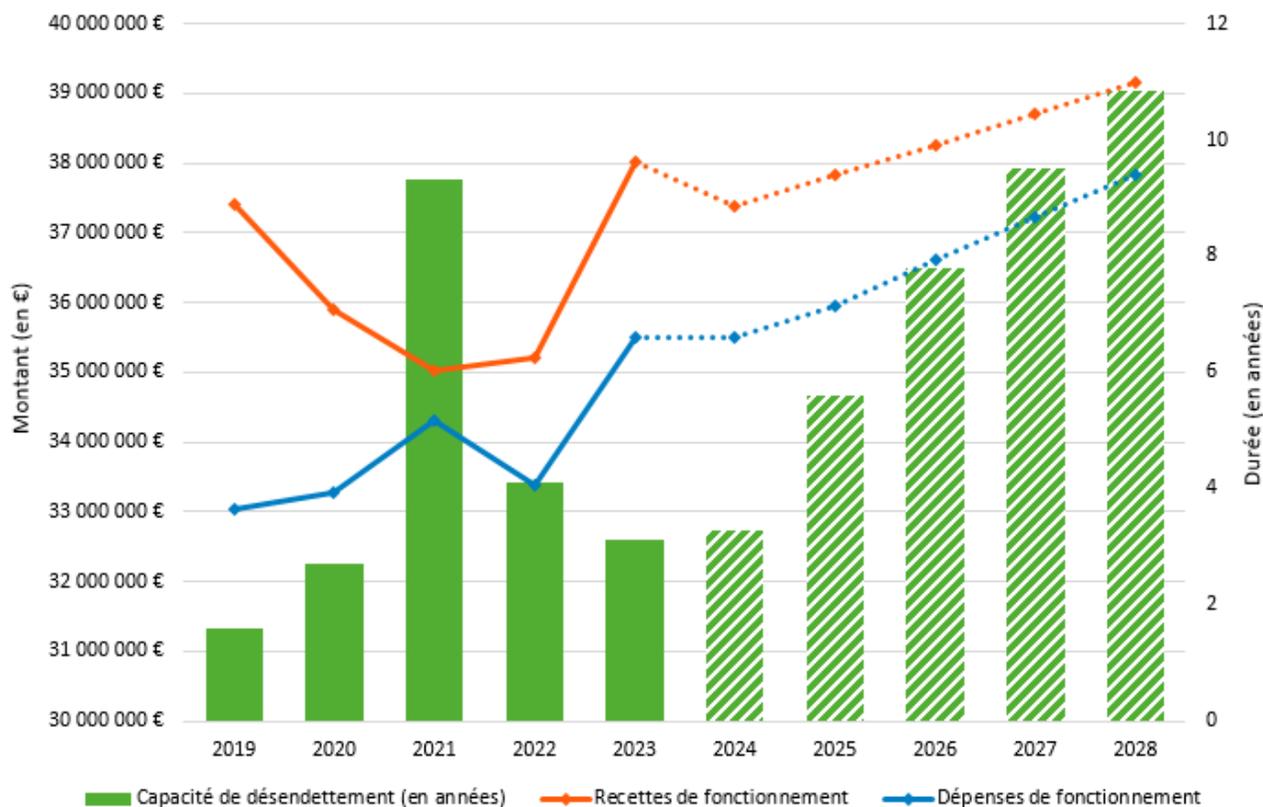
Les risques sont répertoriés selon 2 critères :

- De 1 à 5 les indices sous-jacents : plus l'indice est fluctuant plus il se rapproche des 5
- De A à E, la structure du prêt : plus il y a d'option rendant le prêt complexe à comprendre plus il se rapproche de E



100% de la dette de la 2CCAM est en 1A ce qui signifie que l'ensemble des prêts sont sûrs.

# CALCUL DES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET PRINCIPAL



Le niveau d'épargne de la communauté de communes a grandement fluctué ces dernières années, avec une chute importante en 2020 et 2021 suite à la crise sanitaire et économique. Il est reparti à la hausse en 2022 avec le retour à une situation fiscale avant crise et à l'augmentation du taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères dès 2022.

La stabilisation de la situation économique devrait permettre de revenir dans un schéma plus classique avec une progression des recettes de fonctionnement en concordance avec les dépenses. La dette sera l'élément le plus impactant puisque la 2CCAM a prévu d'emprunter pour financer les investissements utiles à la réalisation du Projet de Territoire validé en juin 2022.

Le ratio de capacité de désendettement passerait donc de 3,3 années prévues en 2024 jusqu'à potentiellement 11 années en 2028, même si le décalage naturel de la réalisation des projets devrait contenir cette hausse.

Le calcul des équilibres financiers permet d'apprécier la bonne gestion d'un budget.

Les 3 indicateurs à vérifier sont :

## 1. Epargne nette positive

Mode de calcul :

$$\begin{aligned} & \text{Recettes réelles de fonctionnement} \\ & - \text{Dépenses réelles de fonctionnement} \\ & = \text{Epargne brute} \\ & - \text{Capital de la dette à rembourser dans l'année} \\ & = \text{Epargne nette} \end{aligned}$$

En 2024, le montant d'**épargne nette** prévu se situe à **1,2 millions €** et détermine la capacité d'investissement de l'intercommunalité, hors recettes nouvelles et reports.

## 2. Taux d'épargne brute

Mode de calcul :

$$\frac{\text{Epargne brute}}{\text{Recettes réelles de fonctionnement}}$$

Le **taux d'épargne brute** prévu est de **5%**, estimé à fin 2024 contre 17,6% en moyenne en France. Cet écart important s'explique au vu du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) relativement bas en comparaison avec les autres EPCI.

## 3. Capacité de désendettement

Mode de calcul :

$$\frac{\text{Encours de dette à rembourser}}{\text{Epargne brute}}$$

Selon la prospective financière, il faudrait **3,3 années** à la 2CCAM pour **rembourser l'ensemble du capital restant dû** des emprunts si elle affectait toute son épargne à ce poste de dépense soit très proche de la moyenne nationale qui se situe à (4,8 ans).

# PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Les projets ci-contre répondent...

## 1 POLITIQUE DU LOGEMENT HABITAT (OPAH, etc.)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	9 812,87 €	65 012,35 €	391 000,00 €	307 000,00 €	307 000,00 €	307 000,00 €	0,00 €	1 377 012,35 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	9 812,87 €	65 012,35 €	391 000,00 €	307 000,00 €	307 000,00 €	307 000,00 €	0,00 €	1 377 012,35 €

## 2 INSTALLATIONS SPORTIVES : isolation des tennis couverts

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	5 040,00 €	496 214,41 €	18 785,59 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	515 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	90 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	90 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	5 040,00 €	496 214,41 €	-71 214,41 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	425 000,00 €

## 3 INSTALLATIONS SPORTIVES : création de nouveaux vestiaires pour le foot et le rugby

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	340 000,00 €	462 024,00 €	462 024,00 €	0,00 €	0,00 €	1 264 048,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	240 000,00 €	262 024,00 €	462 024,00 €	0,00 €	0,00 €	964 048,00 €

## 4 INSTALLATIONS SPORTIVES : agrandissement des clubs house du foot et du rugby

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €	510 235,20 €	0,00 €	0,00 €	540 235,20 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €	510 235,20 €	0,00 €	0,00 €	540 235,20 €

## 5 INSTALLATIONS SPORTIVES : rénovation des tribunes du stade intercommunal

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	59 100,00 €	76 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	135 100,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	59 100,00 €	76 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	135 100,00 €

### Enjeu 1 : Parcours de vie

Ambition : Plus de 70% des besoins caractérisés de l'habitant dans son parcours de vie seront satisfaits d'ici 2030

### Enjeu 2 : Cadre de vie

Ambition : Plus de deux tiers des habitants heureux de vivre sur le territoire en 2030

# PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Les projets ci-contre répondent...

## 6 INSTALLATIONS SPORTIVES : restructuration du parking du stade intercommunal

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	432 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	432 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	0,00 €	432 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	432 000,00 €

## 7 INSTALLATIONS SPORTIVES : autres petits travaux et mise en accessibilité et projets antérieurs

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	239 136,06 €	349 127,96 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	524 127,96 €
 Recettes & subventions	436 836,00 €	45 925,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	45 925,00 €
 Reste à charge 2CCAM	-197 699,94 €	303 202,96 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	478 202,96 €

## 8 ENVIRONNEMENT : création d'un espace ludique sur le thème du Gypaète au Mont-Saxonnex

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	47 979,37 €	521 092,09 €	173 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	694 092,09 €
 Recettes & subventions	0,00 €	150 000,00 €	344 692,62 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	494 692,62 €
 Reste à charge 2CCAM	47 979,37 €	371 092,09 €	-171 692,62 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	199 399,47 €

## 9 ENVIRONNEMENT : Actions en faveur de la réduction de la pollution (fonds air gaz, fonds air véhicule, fonds air

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	56 439,99 €	450 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	1 306 439,99 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	359 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	559 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	56 439,99 €	91 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	747 439,99 €

## 10 ENVIRONNEMENT : Actions en faveur des Espaces Naturels sensibles

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	18 422,50 €	0,00 €	50 000,00 €	15 000,00 €	65 000,00 €	15 000,00 €	65 000,00 €	210 000,00 €
 Recettes & subventions	12 036,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	6 386,50 €	0,00 €	50 000,00 €	15 000,00 €	65 000,00 €	15 000,00 €	65 000,00 €	210 000,00 €

### Enjeu 2 : Cadre de vie

Ambition : Plus de deux tiers des habitants heureux de vivre sur le territoire en 2030

### Enjeu 3 : Adaptation climatique

Ambition : Respecter les objectifs du PACET d'ici 2030 et 2050 et réduire le nombre de jours de dépassement des seuils d'alerte de la pollution de l'air de 50% d'ici 2026 pour parvenir à zéro jour en 2032

# PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Les projets ci-contre répondent...

## 11 DÉCHETS : création, renouvellement, adaptation des points d'apport volontaire

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	443 511,11 €	776 895,97 €	901 932,00 €	901 932,00 €	901 932,00 €	501 932,00 €	501 932,00 €	4 486 555,97 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	443 511,11 €	776 895,97 €	901 932,00 €	901 932,00 €	901 932,00 €	501 932,00 €	501 932,00 €	4 486 555,97 €

## 12 DÉCHETS : extension de la déchèterie de Thyez

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	199 863,84 €	80 000,00 €	864 000,00 €	432 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 575 863,84 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	199 863,84 €	80 000,00 €	864 000,00 €	432 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 575 863,84 €

## 13 DÉCHETS : autres dépenses pour la gestion des déchets (contrôle d'accès, etc.)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	828,00 €	16 344,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	341 344,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	828,00 €	16 344,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	341 344,00 €

## 14 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Renouvellement voirie en ZAE

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	47 996,40 €	473 889,94 €	260 943,17 €	260 944,17 €	260 944,17 €	260 945,17 €	1 565 663,02 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	47 996,40 €	473 889,94 €	260 943,17 €	260 944,17 €	260 944,17 €	260 945,17 €	1 565 663,02 €

## 15 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Développement et création de zones

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	1 583 014,43 €	52 274,39 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	102 274,39 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	1 583 014,43 €	52 274,39 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	102 274,39 €

### Enjeu 3 : Adaptation climatique

Ambition : Réduire de 20% les déchets incinérés et gérer l'eau en parfaite adéquation avec nos besoins d'ici 2030

### Enjeu 4 : Économie

Ambition : Faciliter l'émergence de nouveaux secteurs d'activités durables et viser le plein emploi d'ici 2030

# PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Les projets ci-contre répondent...

## Enjeu 4 : Économie

Ambition : Avoir plus de 70% de « touristes » très satisfaits de l'expérience vécue à 10 ans

### 16 TOURISME : Projet de développement du site nordique d'Agy

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	27 098,61 €	380 436,89 €	4 033 296,02 €	1 799 330,96 €	0,00 €	0,00 €	6 240 162,48 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 080 054,15 €	2 080 054,15 €	0,00 €	0,00 €	4 160 108,30 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	27 098,61 €	380 436,89 €	1 953 241,87 €	-280 723,19 €	0,00 €	0,00 €	2 080 054,18 €

### 17 TOURISME : Création d'une passerelle suspendue au dessus des gorges du Cé au Mont-Saxonnex

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	850 000,00 €	782 000,00 €	0,00 €	1 632 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	337 166,67 €	342 833,33 €	0,00 €	680 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	512 833,33 €	439 166,67 €	0,00 €	952 000,00 €

### 18 TOURISME : Aménagement du belvédère de l'église au Mont-Saxonnex

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	3 395,84 €	15 000,00 €	30 000,00 €	280 000,00 €	270 000,00 €	0,00 €	598 395,84 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000,00 €	109 166,67 €	107 500,00 €	0,00 €	221 666,67 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	3 395,84 €	15 000,00 €	25 000,00 €	170 833,33 €	162 500,00 €	0,00 €	376 729,17 €

### 19 TOURISME : Création d'un parc de loisirs acrobatique

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	31 524,00 €	228 224,00 €	889 056,00 €	165 024,00 €	0,00 €	0,00 €	1 313 828,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	88 037,33 €	353 976,00 €	65 704,00 €	0,00 €	0,00 €	507 717,33 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	31 524,00 €	140 186,67 €	535 080,00 €	99 320,00 €	0,00 €	0,00 €	806 110,67 €

### 20 TOURISME : Aménagement d'une boucle pour VAE et VTT à Romme (Nancy-sur-Cluses)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	10 000,00 €	12 000,00 €	388 529,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	410 529,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	154 754,83 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	154 754,83 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	10 000,00 €	12 000,00 €	233 774,17 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	255 774,17 €



Nouvelle activité touristique  
génératrice de recettes directes

# PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Les projets ci-contre répondent...

## 21 TOURISME : Aménagement d'une piste de ski de fond à Romme (Nancy-sur-Cluses)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

## 22 TOURISME : Création d'une Via Ferrata de niveau expert au Mont-Saxonnex

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	15 544,80 €	460 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	475 544,80 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	230 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	230 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	15 544,80 €	230 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	245 544,80 €

## 23 TOURISME : Aménagement Morsullaz

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 000,00 €

## 24 TOURISME : Lac biotope au Mont-Saxonnex

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25 000,00 €

## 25 TOURISME : Création activité restaurant à Morsullaz au Mont-Saxonnex

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	50 400,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	50 400,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	50 400,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	50 400,00 €

### Enjeu 4 : Économie

Ambition : Avoir plus de 70% de « touristes » très satisfaits de l'expérience vécue à 10 ans



Nouvelle activité touristique  
génératrice de recettes directes



### 26 TOURISME : Projet Roule ma boule

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €

### 27 AMÉNAGEMENT DU LOCAL DU TOURISME ET DE LA MOBILITÉ

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	369 276,80 €	32 155,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	32 155,82 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	369 276,80 €	32 155,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	32 155,82 €

### 28 AMÉNAGEMENT DU FUTUR SIEGE SOCIAL DE LA 2CCAM A LA BANQUE DE France (CLUSES)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	130 488,78 €	800 063,55 €	2 465 198,01 €	174 801,99 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 440 063,55 €
 Recettes & subventions	0,00 €	90 000,00 €	18 000,00 €	252 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	360 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	130 488,78 €	710 063,55 €	2 447 198,01 €	-77 198,01 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 080 063,55 €

### 29 ARCHIVES : Système d'Archivage Électronique

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	2 656,80 €	210 000,00 €	46 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	258 656,80 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	2 656,80 €	210 000,00 €	46 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	258 656,80 €

### 30 AUTRES DÉPENSES DIVERSES DES SERVICES (Renouvellement des véhicules, achat de mobilier, etc.)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
 Études & équipements	225 232,30 €	197 114,54 €	160 039,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €	877 153,54 €
 Recettes & subventions	66 236,00 €	12 603,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	12 603,00 €
 Reste à charge 2CCAM	158 996,30 €	184 511,54 €	160 039,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €	130 000,00 €	864 550,54 €

## PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Les projets ci-contre répondent...

### Enjeu 4 : Économie

Ambition : Avoir plus de 70% de « touristes » très satisfaits de l'expérience vécue à 10 ans

### Création du Centre de Supervision Urbain intercommunal (CSUi) :

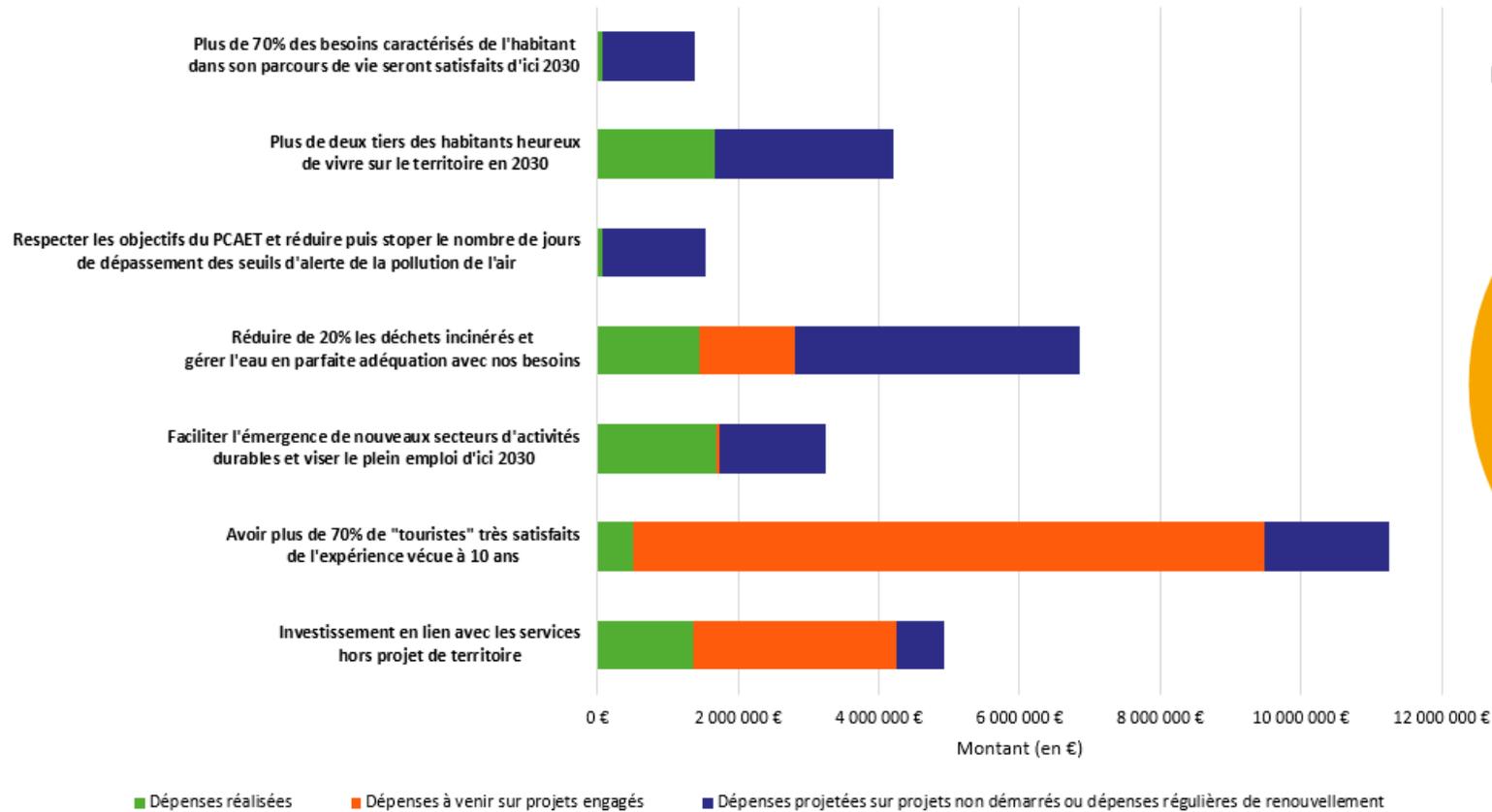
Au stade DOB, aucun montant n'a été ajouté mais le projet démarrera très probablement au cours de l'année 2024.



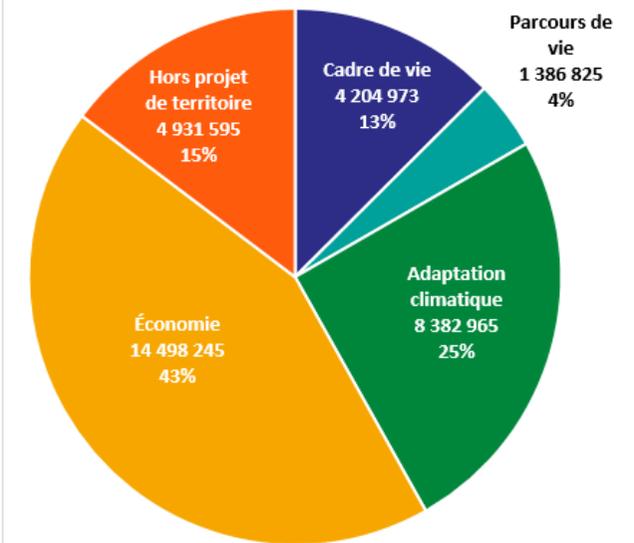
Nouvelle activité touristique  
génératrice de recettes directes

# PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE

Répartition du PPI 2022-2028 selon les ambitions du projet de territoire et le niveau d'engagement des projets



Répartition par enjeux du Projet de Territoire



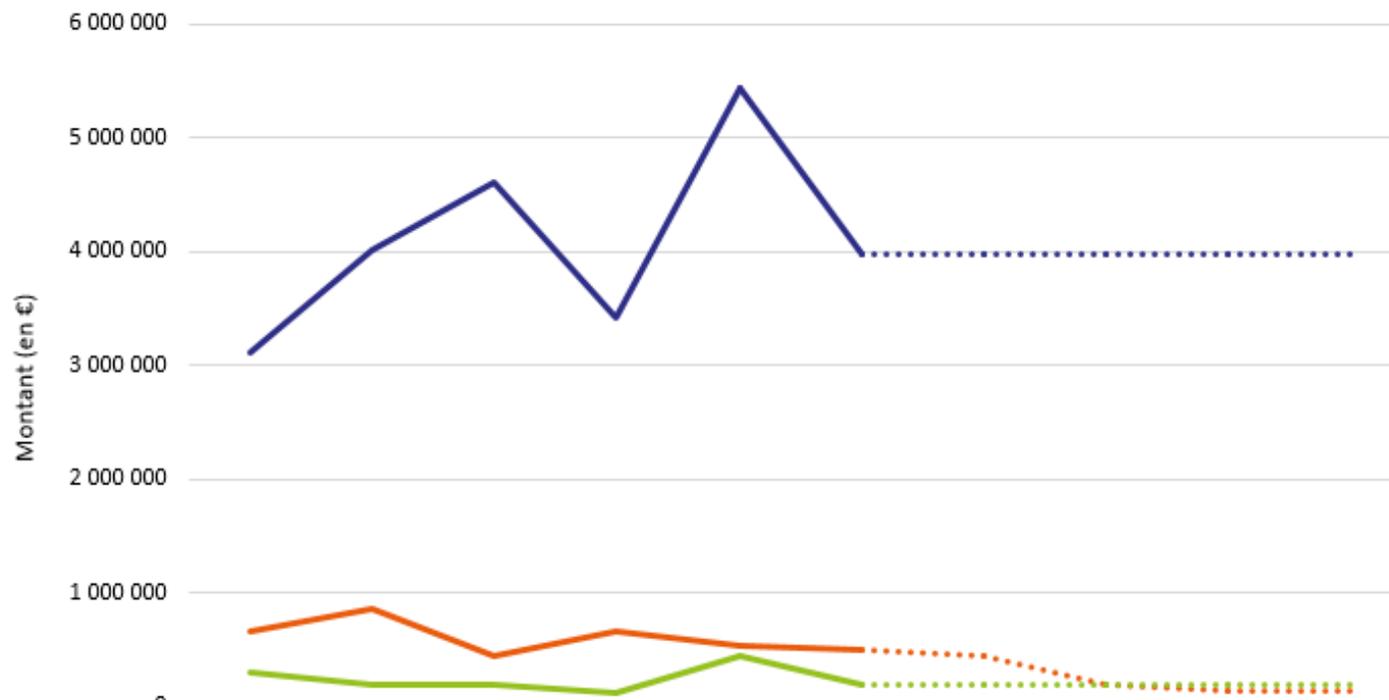
La représentation graphique ci-dessus permet d'apprécier le poids et le niveau d'avancement des différents enjeux et ambitions du Projet de Territoire, pour les projets portés sur le Budget Principal de la 2CCAM.

# PROSPECTIVE FINANCIÈRE DU BUDGET PRINCIPAL

Rep.	Intitulé	Calcul	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Impôts et taxes		24 747 943,28	24 335 307,05	20 913 896,67	21 973 826,36	24 419 954,80	24 878 988,85	25 291 538,49	25 673 607,72	26 062 048,06	26 456 969,07
2	Dotation Globale de Fonctionnement		6 120 976,00	6 010 223,00	6 181 415,00	6 083 728,00	6 086 537,00	6 003 197,15	5 926 055,17	5 855 425,69	5 791 661,20	5 735 155,71
3	Produits des services		1 927 055,84	1 432 469,14	1 174 779,46	1 345 177,20	1 245 247,31	1 179 546,55	1 187 610,10	1 195 834,92	1 204 224,24	1 212 781,35
4	Autres recettes diverses		4 611 068,44	4 113 922,36	6 740 357,28	5 794 943,59	6 260 933,01	5 328 892,92	5 425 528,40	5 529 191,26	5 640 556,40	5 760 365,89
5	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A</b>	<b>37 407 043,56</b>	<b>35 891 921,55</b>	<b>35 010 448,41</b>	<b>35 197 675,15</b>	<b>38 012 672,12</b>	<b>37 390 625,47</b>	<b>37 830 732,16</b>	<b>38 254 059,60</b>	<b>38 698 489,91</b>	<b>39 165 272,02</b>
6	Charges à caractère général		8 918 648,64	8 703 215,46	8 841 867,28	7 605 777,86	8 922 883,40	9 624 480,66	9 993 076,47	10 384 186,70	10 799 349,96	11 240 216,55
7	Charges de personnel		2 323 769,64	2 308 906,06	2 661 407,12	3 319 214,15	3 970 380,73	4 049 788,34	4 130 784,11	4 213 399,79	4 297 667,79	4 383 621,15
8	Attributions de compensation		16 683 074,60	16 683 074,60	16 532 614,00	15 562 203,42	14 788 966,04	14 207 017,25	14 207 017,25	14 207 017,25	14 207 017,25	14 207 017,25
9	Intérêts des emprunts		151 261,50	138 853,89	128 576,57	129 129,02	205 980,09	233 345,71	186 469,86	348 307,00	415 124,64	444 736,66
10	Contributions, subventions, autres dépenses diverses		4 959 660,10	5 445 746,06	6 149 055,78	6 764 439,29	7 610 850,65	7 389 707,12	7 425 890,95	7 463 527,33	7 502 685,37	7 543 437,58
11	<b>TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>B</b>	<b>33 036 414,48</b>	<b>33 279 796,07</b>	<b>34 313 520,75</b>	<b>33 380 763,74</b>	<b>35 499 060,91</b>	<b>35 504 339,09</b>	<b>35 943 238,65</b>	<b>36 616 438,08</b>	<b>37 221 845,01</b>	<b>37 819 029,19</b>
12	<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>C = A - B</b>	<b>4 370 629,08</b>	<b>2 612 125,48</b>	<b>696 927,66</b>	<b>1 816 911,41</b>	<b>2 513 611,21</b>	<b>1 886 286,38</b>	<b>1 887 493,51</b>	<b>1 637 621,52</b>	<b>1 476 644,89</b>	<b>1 346 242,83</b>
13	Remboursement du capital des emprunts	D	506 048,33	537 792,90	543 278,08	559 061,31	652 512,88	699 277,26	699 438,90	826 201,81	873 622,95	910 674,71
14	<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>E = C - D</b>	<b>3 864 580,75</b>	<b>2 074 332,58</b>	<b>153 649,58</b>	<b>1 257 850,10</b>	<b>1 861 098,33</b>	<b>1 187 009,12</b>	<b>1 188 054,61</b>	<b>811 419,71</b>	<b>603 021,94</b>	<b>435 568,12</b>
15	Dépenses d'équipements		2 108 087,23	4 767 617,76	2 467 182,61	4 743 979,89	3 599 349,00	6 386 966,43	8 833 582,18	5 956 490,33	2 059 876,17	1 057 877,17
16	Subventions d'investissement versées		240 000,00	138 899,03	123 349,65	3 200,00	121 466,36	787 039,00	507 000,00	507 000,00	507 000,00	200 000,00
17	Autres dépenses d'investissement		0,00	91 746,00	0,00	81 103,43	61 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	<b>TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT (hors emprunts)</b>	<b>F</b>	<b>2 348 087,23</b>	<b>4 998 262,79</b>	<b>2 590 532,26</b>	<b>4 828 283,32</b>	<b>3 782 051,36</b>	<b>7 174 005,43</b>	<b>9 340 582,18</b>	<b>6 463 490,33</b>	<b>2 566 876,17</b>	<b>1 257 877,17</b>
19	FCTVA		109 465,00	492 028,00	144 478,99	188 493,51	271 067,26	646 028,33	939 275,35	644 894,19	227 123,37	114 362,39
20	Subventions		15 000,00	139 152,00	630 658,23	515 108,00	298 528,00	794 359,29	2 827 854,15	2 376 254,15	275 000,00	0,00
21	Restes à réaliser		0,00	0,00	63 000,00	21 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Autres recettes diverses		0,00	100,00	0,00	63 881,19	0,00	435 370,67	317 930,83	315 837,33	175 333,33	0,00
23	<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT (hors emprunts)</b>	<b>G</b>	<b>124 465,00</b>	<b>631 280,00</b>	<b>838 137,22</b>	<b>788 732,70</b>	<b>569 595,26</b>	<b>1 875 758,29</b>	<b>4 085 060,33</b>	<b>3 336 985,67</b>	<b>677 456,71</b>	<b>114 362,39</b>
24	Besoin de financement	H = F - G	2 223 622,23	4 366 982,79	1 752 395,04	4 039 550,62	3 212 456,10	5 298 247,14	5 255 521,85	3 126 504,66	1 889 419,46	1 143 514,78
25	Rappel Epargne nette	E	3 864 580,75	2 074 332,58	153 649,58	1 257 850,10	1 861 098,33	1 187 009,12	1 188 054,61	811 419,71	603 021,94	435 568,12
26	Emprunts nouveaux	I	0,00	600 000,00	0,00	1 500 000,00	1 000 000,00	0,00	5 006 742,59	2 959 979,13	1 513 520,90	822 309,05
27	<b>En-cours de dette au 31/12</b>	<b>J</b>	<b>6 943 414,36</b>	<b>7 038 182,96</b>	<b>6 495 216,66</b>	<b>7 436 324,85</b>	<b>7 874 512,63</b>	<b>6 167 233,54</b>	<b>10 541 510,05</b>	<b>12 742 984,90</b>	<b>14 044 064,61</b>	<b>14 606 908,29</b>
28	<b>Ratio de capacité de désendettement (en années)</b>	<b>K = J ÷ C</b>	<b>1,6</b>	<b>2,7</b>	<b>9,3</b>	<b>4,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>	<b>5,6</b>	<b>7,8</b>	<b>9,5</b>	<b>10,9</b>
29	Taux d'épargne brute	L = C ÷ A	11,7%	7,3%	2,0%	5,2%	6,6%	5,0%	5,0%	4,3%	3,8%	3,4%
30	Taux d'endettement	M = J ÷ A	18,6%	19,6%	18,6%	21,1%	20,7%	16,5%	27,9%	33,3%	36,3%	37,3%

# PRÉVISION DES RECETTES DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT POUR 2024 ET LES ANNÉES À VENIR

Évolution des recettes de fonctionnement du budget annexe Assainissement



	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
— Redevance d'assainissement collectif	3 108 882	4 012 060	4 608 165	3 413 618	5 438 063	3 985 000	3 985 000	3 985 000	3 985 000	3 985 000
— Participation Financière à l'Assainissement Collectif	672 602	868 308	447 378	657 887	533 784	500 000	450 000	200 000	150 000	150 000
— Autres recettes diverses	295 357	194 173	189 587	119 661	453 039	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000

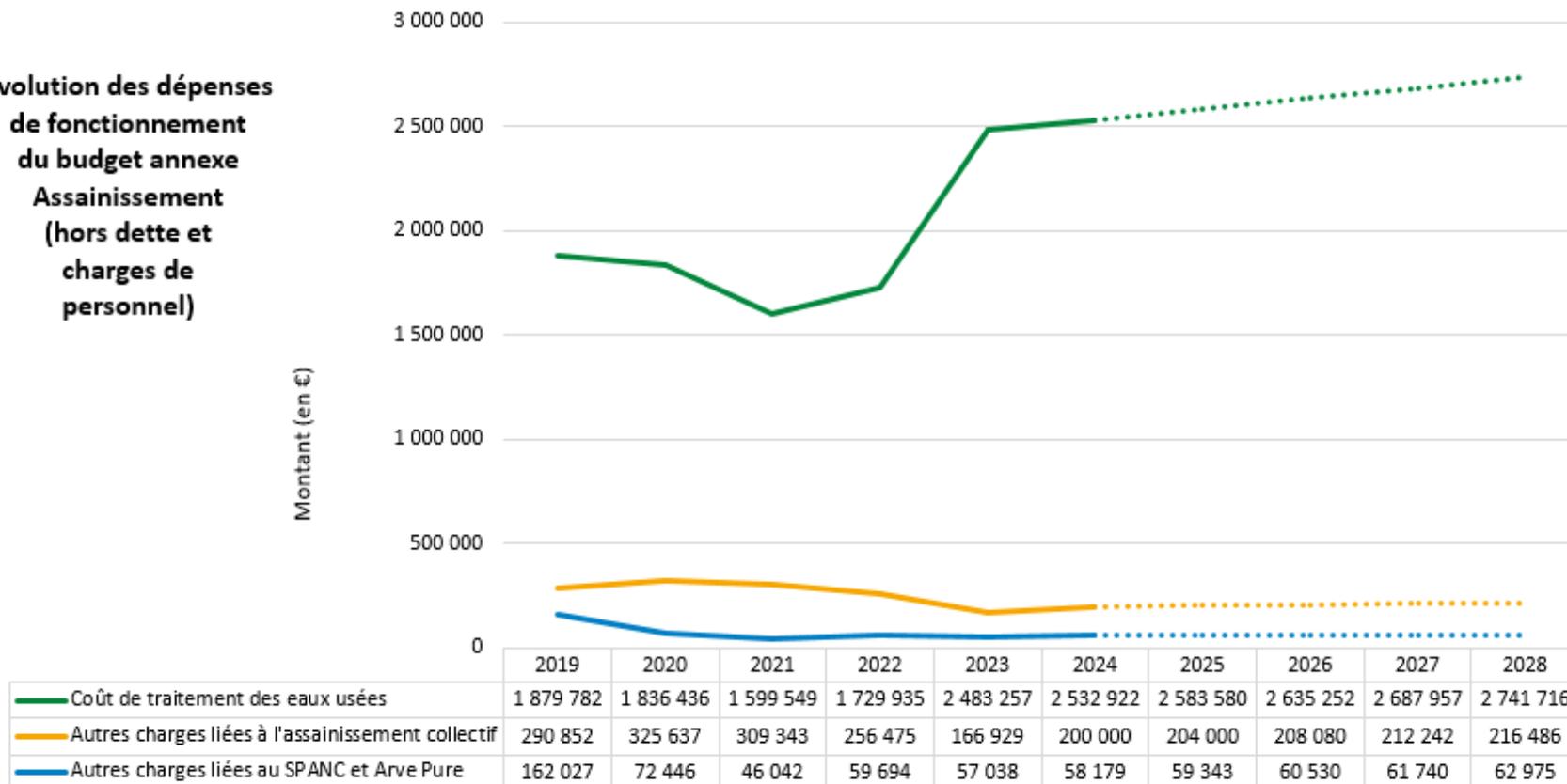
La redevance d'assainissement collectif, principale recette du budget, fluctue de manière importante sur les dernières années en fonction des dates de relevé des compteurs par le délégataire et donc des périodes de reversement. La modernisation des modes de relevés devrait permettre de stabiliser les recettes encaissées dans les années à venir, soit environ 4 millions € par an.

Une diminution des consommations d'eau est constatée depuis quelques années désormais, aussi les nouveaux raccordements au réseau collectif devrait à peine compensées les baisses de recettes.

Sur les autres principales recettes du service, on notera une probable diminution de la Participation Financière à l'Assainissement Collectif (PFAC), qui est collectée notamment lors de construction de nouveaux immeubles. Au vu de la conjoncture économique actuelle avec l'impact des taux d'intérêts sur les constructions neuves, et des contraintes qui pèsent de plus en plus sur les PLU, il est fort probable que la PFAC diminue de manière significative dans les années à venir.

# PRÉVISION DES DÉPENSES DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT POUR 2024 ET LES ANNÉES À VENIR

Évolution des dépenses de fonctionnement du budget annexe Assainissement (hors dette et charges de personnel)



Le coût de traitement des eaux usées, dont une large majorité s'effectue à la station d'épuration de Marignier gérée par le SYDEVAL, a connu une explosion en 2023 par rapport aux années précédentes et devrait progresser légèrement dans les années à venir. En effet, les travaux de modernisation des installations engagés par le SYDEVAL subissent de fortes hausses de coûts dues à l'inflation constatée depuis 2 ans.

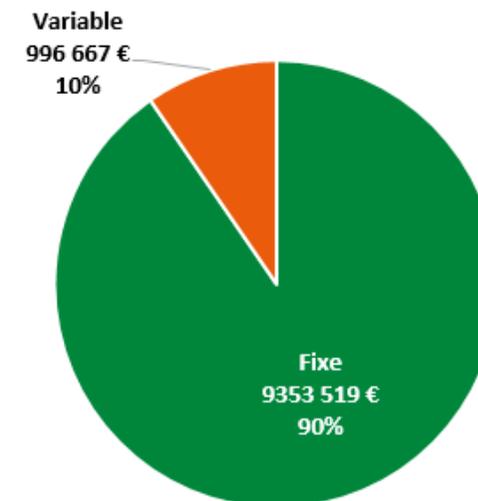
Les autres charges devraient connaître une évolution plus contenue, sans évolution majeure attendue dans les années à venir.

# ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

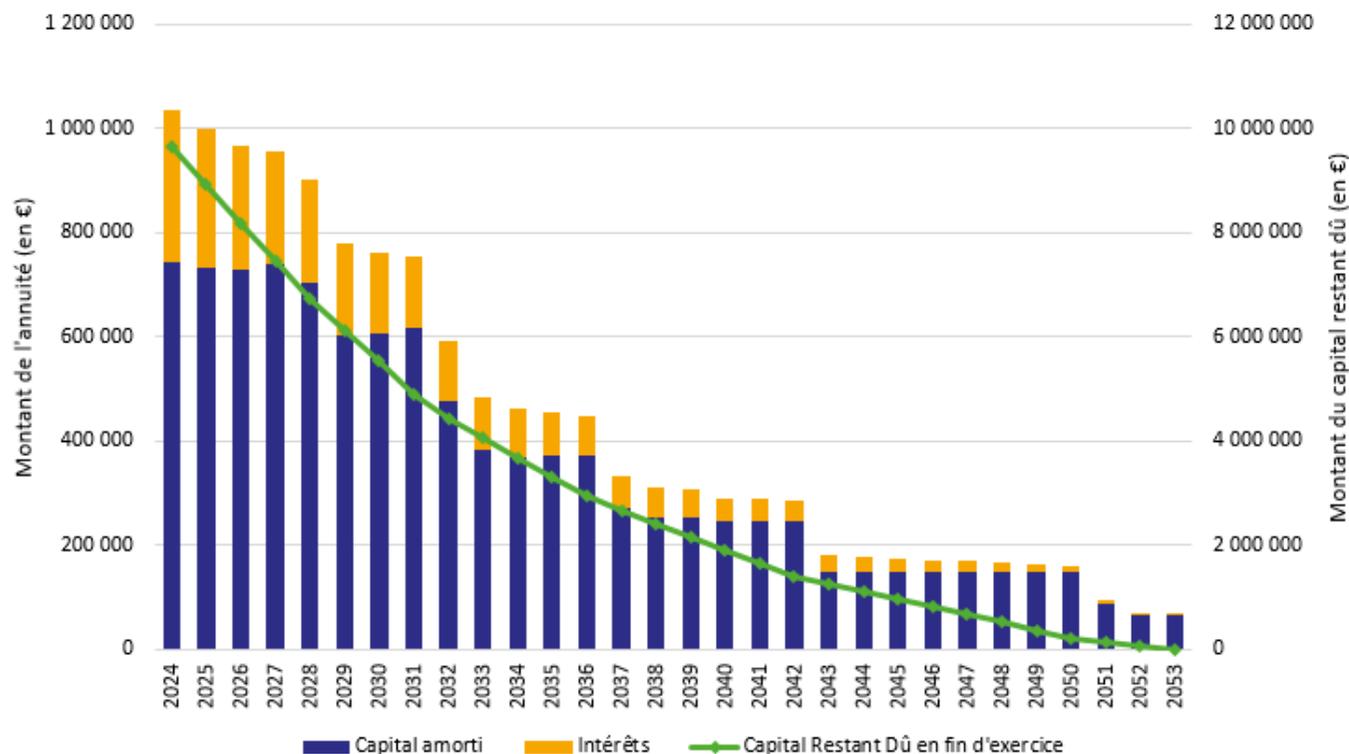
Le budget annexe Assainissement dispose d'une dette très largement sécurisée à taux fixe (90% de l'en-cours). Le capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2024 s'élève à un peu plus de 10,3 millions €.

La faible part des emprunts à taux variable permet d'envisager une contractualisation sur ce type de risque dans les années à venir, principalement sur des emprunts de type Livret A qui connaît aujourd'hui un niveau très élevé mais devrait nécessairement baisser dans les années à venir du fait d'une inflation plus modérée sur la zone Euro.

## Répartition de l'en-cours de dette par type de risque



## Graphique d'extinction de la dette



Sans nouvel emprunt, la dette de ce budget s'éteindrait en 2053.

Un premier palier de diminution de remboursements d'annuités est constaté en 2029, puis en 2032.

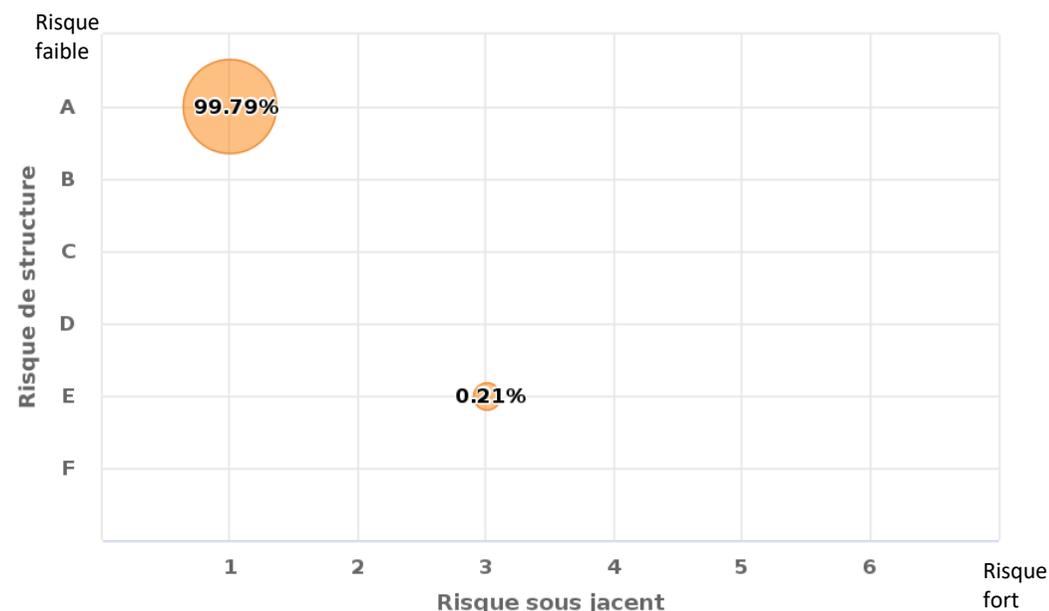
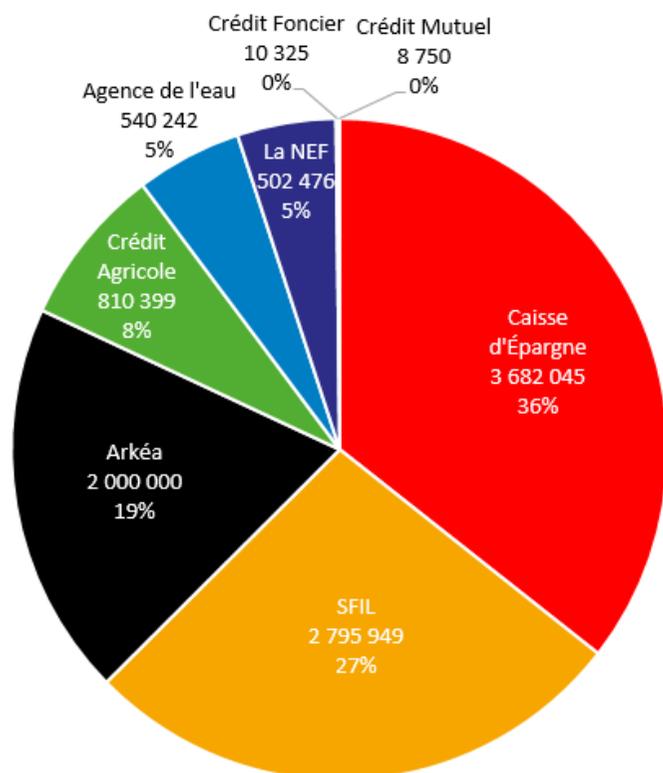
Le taux moyen de l'ensemble des emprunts s'établit à 2,87 %.

# ÉTAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Le niveau de sécurisation des emprunts est très bon avec plus de 99% de l'en-cours qui se situe en position 1A sur l'échelle de GISLER (voir ci-contre), soit le niveau maximum.

Un emprunt, dont le capital restant dû est de 21 757 €, est classé en niveau 3E, et correspond à un emprunt dit « toxique » de la période des années 2010. Cependant, il ne constitue aujourd'hui plus un risque pour la collectivité, le montant des intérêts à rembourser étant très faible.

Répartition de l'en-cours de dette par prêteur

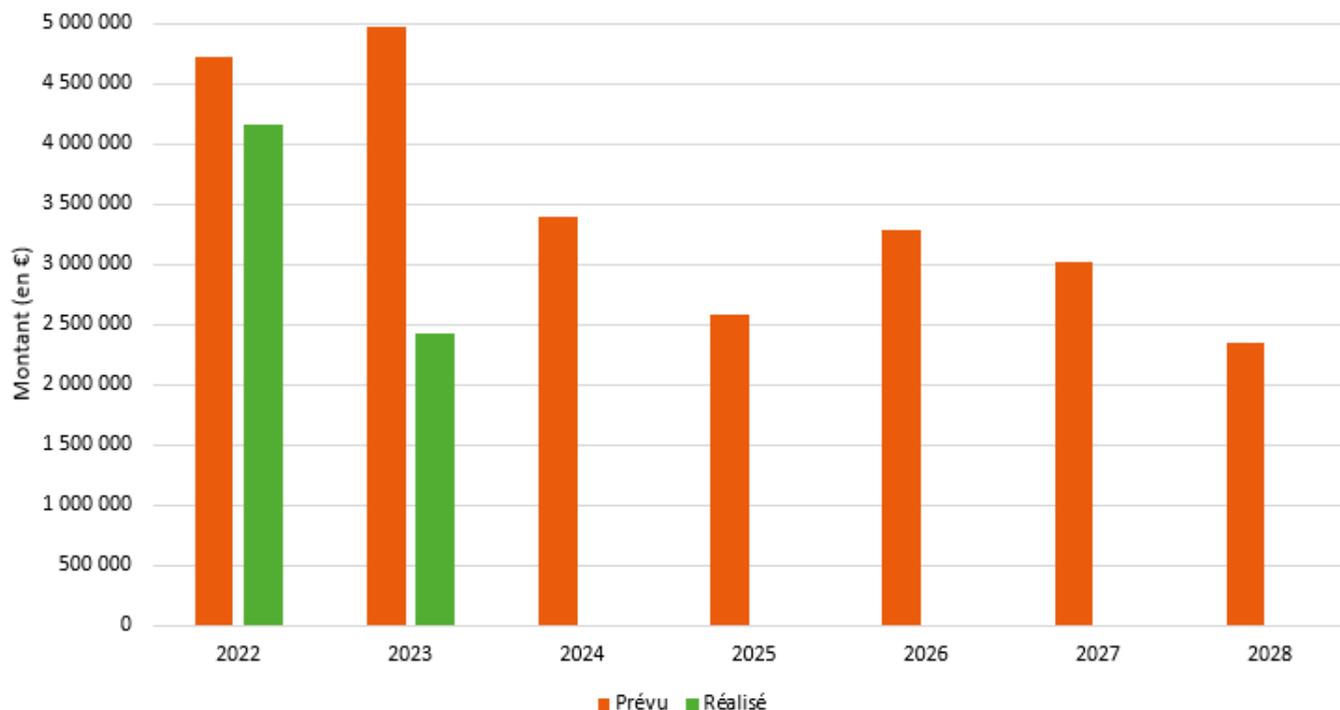


Le budget annexe Assainissement compte 22 emprunts en cours.

Le principal prêteur est la Caisse d'Épargne avec 36% de l'en-cours de dette, devant la SFIL, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations. Arkéa fait son entrée en 2023 avec l'emprunt contracté pour un montant de 2 millions € dont les premières annuités arriveront cette année.

# PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Etat d'avancement du Plan Pluriannuel d'Investissement  
2022-2028 de l'assainissement



L'ensemble des travaux d'assainissement concerne le Projet de Territoire :

## Enjeu 3 : Adaptation climatique

**Ambition : Réduire de 20% les déchets incinérés et gérer l'eau en parfaite adéquation avec nos besoins d'ici 2030**

### POINT D'AVANCEMENT DU PPI 2022-2028

L'année 2022 a connu un très fort taux de réalisation des travaux d'assainissement avec plus de 4 millions € réalisés.

L'exercice 2023 a connu une nette baisse suite au décalage de nombreux projets, notamment ceux en coopération avec les communes pour les parties Eaux Pluviales (EP) et Adduction d'Eau Potable (AEP). Au global, ce sont un peu moins de 2,5 millions € de travaux réellement constatés sur l'année, pour un budget d'environ 5 millions € prévus.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement 2022-2028 a donc pris un peu de retard alors qu'un volume moyen annuel de 3,5 millions € de travaux est prévu sur la période.

Au vu de la situation financière du budget, il conviendra de décaler des projets ou de revoir les travaux prioritaires afin de limiter le recours à l'emprunt qui pèsera de plus en plus dans les années à venir.

# PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Projet	Lieu	Type	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Chemisage de réseau	Arâches-la-Frasse	Dep	- €	- €	84 000 €	- €	- €	240 000 €	- €	324 000 €
Chemisage de réseau	Arâches-la-Frasse	Rec	- €	- €	10 080 €	15 120 €	- €	28 800 €	43 200 €	97 200 €
Chemisage de réseau	Arâches-la-Frasse	RAC	- €	- €	73 920 €	- 15 120 €	- €	211 200 €	- 43 200 €	226 800 €
Chemisage de réseau	Marnaz	Dep	- €	- €	- €	400 000 €	600 000 €	- €	- €	1 000 000 €
Chemisage de réseau	Marnaz	Rec	- €	- €	- €	33 600 €	92 400 €	63 000 €	- €	189 000 €
Chemisage de réseau	Marnaz	RAC	- €	- €	- €	366 400 €	507 600 €	- 63 000 €	- €	811 000 €
Chemisage de réseau	Reposoir	Dep	450 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	450 000 €
Chemisage de réseau	Reposoir	Rec	54 000 €	81 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	135 000 €
Chemisage de réseau	Reposoir	RAC	396 000 €	- 81 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	315 000 €
Chemisage de réseau	Thyez	Dep	- €	186 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	186 000 €
Chemisage de réseau	Thyez	Rec	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Chemisage de réseau	Thyez	RAC	- €	186 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	186 000 €
Mise en séparatif	Arâches-la-Frasse	Dep	- €	- €	- €	216 000 €	420 000 €	- €	- €	636 000 €
Mise en séparatif	Arâches-la-Frasse	Rec	- €	- €	- €	25 920 €	89 280 €	75 600 €	- €	190 800 €
Mise en séparatif	Arâches-la-Frasse	RAC	- €	- €	- €	190 080 €	330 720 €	- 75 600 €	- €	445 200 €
Mise en séparatif	Cluses	Dep	450 000 €	- €	400 000 €	450 000 €	- €	- €	- €	1 300 000 €
Mise en séparatif	Cluses	Rec	25 200 €	37 800 €	25 200 €	37 800 €				126 000 €
Mise en séparatif	Cluses	RAC	424 800 €	- 37 800 €	374 800 €	412 200 €	- €	- €	- €	1 174 000 €
Mise en séparatif	Marnaz	Dep	- €	- €	125 000 €	- €	120 000 €	- €	- €	245 000 €
Mise en séparatif	Marnaz	Rec	- €	- €	12 600 €	18 900 €	10 500 €	15 750 €	- €	57 750 €
Mise en séparatif	Marnaz	RAC	- €	- €	112 400 €	- 18 900 €	109 500 €	- 15 750 €	- €	187 250 €
Mise en séparatif	Scionzier	Dep	828 000 €	420 000 €	- €	510 000 €	510 000 €	- €	- €	2 268 000 €
Mise en séparatif	Scionzier	Rec	23 100 €	34 650 €		54 600 €	81 900 €			194 250 €
Mise en séparatif	Scionzier	RAC	804 900 €	385 350 €	- €	455 400 €	428 100 €	- €	- €	2 073 750 €
Mise en séparatif	Thyez	Dep	- €	324 000 €	- €	- €	- €	660 000 €	- €	984 000 €
Mise en séparatif	Thyez	Rec	- €	21 000 €	31 500 €	- €	- €	- €	- €	52 500 €
Mise en séparatif	Thyez	RAC	- €	303 000 €	- 31 500 €	- €	- €	660 000 €	- €	931 500 €

# PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Projet	Lieu	Type	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Création de réseaux	Magland	Dep	- €	500 000 €	500 000 €	- €	- €	- €	540 000 €	1 540 000 €
Création de réseaux	Magland	Rec	- €	60 000 €	150 000 €	90 000 €	- €	- €	162 000 €	462 000 €
Création de réseaux	Magland	RAC	- €	440 000 €	350 000 €	- 90 000 €	- €	- €	378 000 €	1 078 000 €
Création de réseaux	Mont-saxonnex	Dep	- €	- €	520 000 €	240 000 €	360 000 €	- €	- €	1 120 000 €
Création de réseaux	Mont-saxonnex	Rec	- €	- €	62 400 €	122 400 €	86 400 €	64 800 €	- €	336 000 €
Création de réseaux	Mont-saxonnex	RAC	- €	- €	457 600 €	117 600 €	273 600 €	- 64 800 €	- €	784 000 €
Création de réseaux	Saint-sigismond	Dep	240 000 €	- €	360 000 €	450 000 €	350 000 €	- €	- €	1 400 000 €
Création de réseaux	Saint-sigismond	Rec	28 800 €	43 200 €	43 200 €	118 800 €	123 000 €	63 000 €	- €	420 000 €
Création de réseaux	Saint-sigismond	RAC	211 200 €	- 43 200 €	316 800 €	331 200 €	227 000 €	- 63 000 €	- €	980 000 €
Création de réseaux	Thyez	Dep	- €	- €	600 000 €	- €	600 000 €	- €	- €	1 200 000 €
Création de réseaux	Thyez	Rec	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Création de réseaux	Thyez	RAC	- €	- €	600 000 €	- €	600 000 €	- €	- €	1 200 000 €
STEP et méthanisation	Arâches-la-Frasse	Dep	- €	- €	810 000 €	- €	- €	- €	- €	810 000 €
STEP et méthanisation	Arâches-la-Frasse	Rec	0	0	162000	243000	0	0	0	405000
STEP et méthanisation	Arâches-la-Frasse	RAC	- €	- €	648 000 €	- 243 000 €	- €	- €	- €	405 000 €
STEP et méthanisation	Flaine	Dep	- €	- €	- €	- €	- €	1 800 000 €	1 800 000 €	3 600 000 €
STEP et méthanisation	Flaine	Rec	0	0	0	0	0	216000	864000	1080000
STEP et méthanisation	Flaine	RAC	- €	- €	- €	- €	- €	1 584 000 €	936 000 €	2 520 000 €
STEP et méthanisation	Reposoir	Dep	- €	- €	- €	320 000 €	320 000 €	320 000 €	- €	960 000 €
STEP et méthanisation	Reposoir	Rec	0	0	0	38400	96000	96000	57600	288000
STEP et méthanisation	Reposoir	RAC	- €	- €	- €	281 600 €	224 000 €	224 000 €	- 57 600 €	672 000 €
Autres dépenses	2CCAM	Dep	264 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	264 000 €
Autres dépenses	2CCAM	Rec	52800	79200	0	0	0	0	0	132000
Autres dépenses	2CCAM	RAC	211 200 €	- 79 200 €	- €	- €	- €	- €	- €	132 000 €
	<b>TOTAL</b>	<b>Dep</b>	<b>2 232 000 €</b>	<b>1 430 000 €</b>	<b>3 399 000 €</b>	<b>2 586 000 €</b>	<b>3 280 000 €</b>	<b>3 020 000 €</b>	<b>2 340 000 €</b>	<b>18 287 000 €</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>Rec</b>	<b>183 900 €</b>	<b>356 850 €</b>	<b>496 980 €</b>	<b>798 540 €</b>	<b>579 480 €</b>	<b>622 950 €</b>	<b>1 126 800 €</b>	<b>4 165 500 €</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>RAC</b>	<b>2 048 100 €</b>	<b>1 073 150 €</b>	<b>2 902 020 €</b>	<b>1 787 460 €</b>	<b>2 700 520 €</b>	<b>2 397 050 €</b>	<b>1 213 200 €</b>	<b>14 121 500 €</b>

# PROSPECTIVE FINANCIÈRE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Rep.	Intitulé	Calcul	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Redevances d'assainissement		3 127 231,55	4 005 147,63	4 609 588,05	3 413 618,00	5 438 062,65	3 985 000,00	3 985 000,00	3 985 000,00	3 985 000,00	3 985 000,00
2	Participation Financière à l'Assainissement Collectif		672 601,75	868 307,90	447 378,05	653 887,30	533 783,60	500 000,00	450 000,00	200 000,00	150 000,00	150 000,00
3	Primes épuratoires		176 607,48	54 821,58	69 991,79	32 669,53	48 187,60	48 187,60	48 187,60	48 187,60	48 187,60	48 187,60
4	Autres recettes diverses		100 401,32	146 264,25	118 171,27	90 991,95	404 851,76	132 397,01	132 397,01	132 397,01	132 397,01	132 397,01
5	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A</b>	<b>4 076 842,10</b>	<b>5 074 541,36</b>	<b>5 245 129,16</b>	<b>4 191 166,78</b>	<b>6 424 885,61</b>	<b>4 665 584,61</b>	<b>4 615 584,61</b>	<b>4 365 584,61</b>	<b>4 315 584,61</b>	<b>4 315 584,61</b>
6	Contrats et interventions sur réseaux et STEP		387 722,72	359 987,97	331 604,81	506 494,33	407 420,68	411 494,89	415 609,84	419 765,93	423 963,59	428 203,23
7	Charges de personnel		302 224,30	167 074,77	239 464,30	235 606,48	221 376,67	224 697,32	228 067,78	231 488,80	234 961,13	238 485,55
8	Coût de traitement des eaux usées		1 918 222,19	1 870 813,54	1 611 893,85	1 748 853,66	2 491 164,96	2 540 988,26	2 591 808,02	2 643 644,18	2 696 517,07	2 750 447,41
9	Intérêts des emprunts		238 600,41	223 033,64	223 535,78	207 074,05	220 000,00	293 113,00	267 043,00	292 312,55	378 632,98	461 315,74
10	Autres dépenses diverses		26 715,74	3 716,93	11 435,62	8 869,60	8 038,80	8 038,80	8 038,80	8 038,80	8 038,80	8 038,80
11	<b>TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>B</b>	<b>2 873 485,36</b>	<b>2 624 626,85</b>	<b>2 417 934,36</b>	<b>2 706 898,12</b>	<b>3 348 001,11</b>	<b>3 478 332,27</b>	<b>3 510 567,44</b>	<b>3 595 250,27</b>	<b>3 742 113,57</b>	<b>3 886 490,72</b>
12	<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>C = A - B</b>	<b>1 203 356,74</b>	<b>2 449 914,51</b>	<b>2 827 194,80</b>	<b>1 484 268,66</b>	<b>3 076 884,50</b>	<b>1 187 252,34</b>	<b>1 105 017,17</b>	<b>770 334,34</b>	<b>573 471,04</b>	<b>429 093,89</b>
13	Remboursement du capital des emprunts	D	677 793,24	650 757,62	700 833,67	705 524,88	710 170,53	743 793,00	734 196,00	777 623,21	882 324,10	942 919,43
14	<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>E = C - D</b>	<b>525 563,50</b>	<b>1 799 156,89</b>	<b>2 126 361,13</b>	<b>778 743,78</b>	<b>2 366 713,97</b>	<b>443 459,34</b>	<b>370 821,17</b>	<b>-7 288,87</b>	<b>-308 853,06</b>	<b>-513 825,54</b>
15	Travaux d'assainissement		6 655 345,23	5 907 416,06	3 868 938,94	4 156 822,20	2 417 269,39	3 399 000,00	2 586 000,00	3 280 000,00	3 020 000,00	2 340 000,00
16	Autres dépenses d'investissement		84 726,64	0,00	700 833,67	93 074,00	926,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17	<b>TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT (hors emprunts)</b>	<b>F</b>	<b>6 740 071,87</b>	<b>5 907 416,06</b>	<b>4 569 772,61</b>	<b>4 249 896,20</b>	<b>2 418 195,39</b>	<b>3 399 000,00</b>	<b>2 586 000,00</b>	<b>3 280 000,00</b>	<b>3 020 000,00</b>	<b>2 340 000,00</b>
18	Subventions (AERMC, Département, Etat)		1 297 089,39	1 231 338,00	1 169 770,00	1 003 266,05	694 230,84	496 980,00	798 540,00	579 480,00	622 950,00	1 126 800,00
19	Autres recettes d'investissement		125 141,63	33 163,63	413 977,16	161 997,74	146 550,93	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
20	<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT (hors emprunts)</b>	<b>G</b>	<b>1 422 231,02</b>	<b>1 264 501,63</b>	<b>1 583 747,16</b>	<b>1 165 263,79</b>	<b>840 781,77</b>	<b>596 980,00</b>	<b>898 540,00</b>	<b>679 480,00</b>	<b>722 950,00</b>	<b>1 226 800,00</b>
21	Besoin de financement	H = F - G	5 317 840,85	4 642 914,43	2 986 025,45	3 084 632,41	1 577 413,62	2 802 020,00	1 687 460,00	2 600 520,00	2 297 050,00	1 113 200,00
22	Rappel Epargne nette	E	525 563,50	1 799 156,89	2 126 361,13	778 743,78	2 366 713,97	443 459,34	370 821,17	-7 288,87	-308 853,06	-513 825,54
23	Emprunts nouveaux	I	0,00	2 490 000,00	10 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	1 416 638,83	2 707 808,87	2 705 903,06	1 727 025,54
24	<b>En-cours de dette au 31/12</b>	<b>J</b>	<b>8 668 046,28</b>	<b>10 515 027,15</b>	<b>9 814 602,67</b>	<b>9 109 077,78</b>	<b>10 350 185,99</b>	<b>9 655 114,00</b>	<b>10 337 556,83</b>	<b>12 267 742,49</b>	<b>14 091 321,45</b>	<b>14 875 427,56</b>
25	<b>Ratio de capacité de désendettement (en années)</b>	<b>K = J ÷ C</b>	<b>7,2</b>	<b>4,3</b>	<b>3,5</b>	<b>6,1</b>	<b>3,4</b>	<b>8,1</b>	<b>9,4</b>	<b>15,9</b>	<b>24,6</b>	<b>34,7</b>
26	Taux d'épargne brute	L = C ÷ A	29,5%	48,3%	53,9%	35,4%	47,9%	25,4%	23,9%	17,6%	13,3%	9,9%
27	Taux d'endettement	M = J ÷ A	212,6%	207,2%	187,1%	217,3%	161,1%	206,9%	224,0%	281,0%	326,5%	344,7%

Malgré de très bons résultats grâce à un niveau de recettes très important en 2023, le budget annexe Assainissement affiche des perspectives alarmantes au vu de la conjoncture actuelle et de l'impact du coût de traitement des eaux usées qui explose.

Cette situation est de nature à remettre en cause le Plan Pluriannuel d'Investissement 2022-2028 puisque le niveau d'endettement projeté met en péril l'équilibre financier du budget avec une épargne nette négative dès 2026. Il conviendra de surveiller cette situation, selon les éléments annuels actualisés.

# BUDGET ANNEXE MOBILITÉ—Prévision des dépenses et recettes de fonctionnement

## Les transports scolaires

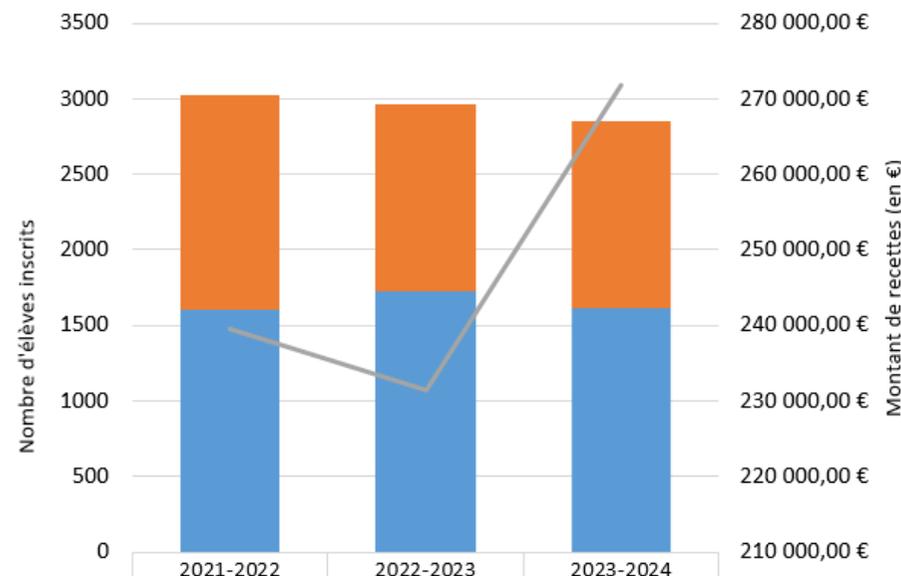
Malgré la baisse des inscriptions pour le transport scolaire, le montant des recettes augmente sur les 3 dernières années puisque les tarifs ont été réévalués.

Le transport scolaire perçoit également une recette de la Région d'environ 2 135 000€ pour compléter les inscriptions des usagers.

Coté investissement, en 2023, le logiciel UBI a été mis en place afin de mieux suivre les trajets réalisés par les cars scolaires ainsi que leur utilisation par les usagers ce qui va permettre une meilleure optimisation.

Les modifications de logiciels se poursuivent en 2024 avec une adaptation de l'interface pour les inscriptions.

## Évolution du nombre d'inscriptions et des recettes du transport scolaire



Nombre d'inscription - Scolaire sur urbain	1419	1236	1231
Nombre d'inscription - Scolaire	1600	1722	1618
RECETTES PERCUES (demandes de remboursement déduites)	239 509,07 €	231 418,20 €	271 782,72 €

Tarifs TTC pour les inscriptions réalisées par Internet	
Tarif scolaire 1 <sup>er</sup> enfant	110€
Tarif scolaire 2 <sup>e</sup> enfant	90€
Tarif scolaire 3 <sup>e</sup> enfant et suivants	70€
Carte de transport sans contact	3€
Tarifs TTC pour les inscriptions réalisées par dossier papier	
Tarif scolaire 1 <sup>er</sup> enfant	115€
Tarif scolaire 2 <sup>e</sup> enfant	95€
Tarif scolaire 3 <sup>e</sup> enfant et suivants	75€
Carte de transport sans contact	3€

\* tarifs pour les inscriptions 2023-2024



Des coûts d'investissement au service des usagers avec une amélioration du fonctionnement.

## Le transport urbain

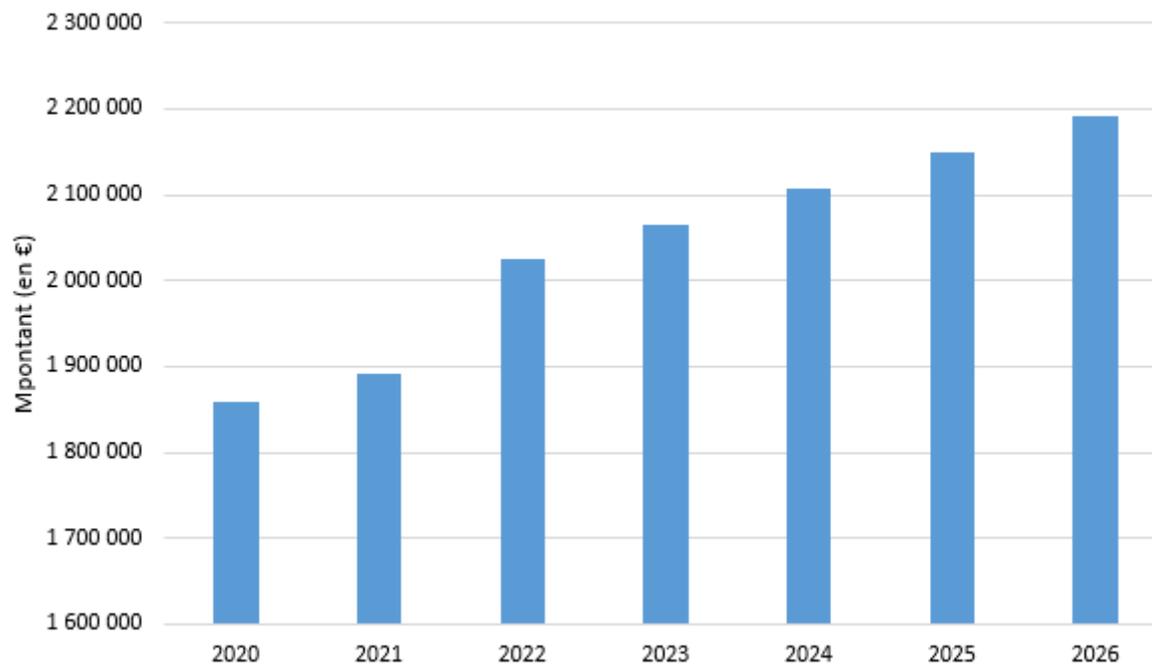
En 2023, une nouvelle application a été mise en œuvre pour le réseau de transport urbain.

Celle-ci permet aux usagers de trouver les horaires de passage à un arrêt, consulter en temps réel les informations d'une ligne mais aussi d'acheter son billet ou renouveler son abonnement.

Une réflexion est en cours pour améliorer le réseau et ainsi modifier les lignes en fonction des besoins et des attentes des usagers.



### Évolution des dépenses du Transport Urbain



# BUDGET ANNEXE MOBILITÉ—Prévision des dépenses et recettes de fonctionnement

## Les skibus

Depuis la saison 2021-2022 les dépenses relatives aux skibus sont constamment à la hausse.

Afin de contenir les coûts, les fiches horaires ont été réajustées. Cependant, comme le marché suit l'augmentation des salaires du secteur des transports et l'augmentation du coût du gazole, pour la saison 2023-2024 les dépenses ont été estimées à 800 000€. Les recettes proviennent de la refacturation aux sociétés de remontées mécaniques (environ 80%) et des communes via les Attributions de Compensation (20%) non présentes dans le graphique ci-dessous.

Évolutions des dépenses et recettes de skibus



## La station Arv'i Vélo

La station compte 54 vélos classiques et 96 vélos électriques disponibles à la réservation. La flotte de vélos augmente chaque année, les demandes étant importantes.

20 vélos supplémentaires ont été achetés en 2023, et il est de nouveau prévu d'en acheter en 2024.

Un prestataire intervenait un jour par semaine pour vérifier l'état des vélos entre chaque location. Afin de permettre d'accélérer la disponibilité des vélos à partir de mars 2024, il est prévu d'augmenter cette prestation à 2 jours par semaine. Ceci engendre donc des coûts de fonctionnement supplémentaires.



# PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS SUR LE BUDGET ANNEXE MOBILITÉ

## Les investissements relatifs aux transports scolaire et urbain

### 1 Aménagements arrêts de bus

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	18 400,00 €	270 000,00 €	194 880,00 €	194 880,00 €	678 160,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	18 400,00 €	270 000,00 €	194 880,00 €	194 880,00 €	678 160,00 €

\* RàR 2023 : 264 795,30 €

### 2 Aménagement de la gare routière du collège de Scionzier

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	30 000,00 €	600 000,00 €	300 000,00 €	930 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €	150 000,00 €	450 000,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	30 000,00 €	300 000,00 €	150 000,00 €	480 000,00 €

### 3 Nouveaux Logiciels Transport Scolaire

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	111 565,99 €	46 000,00 €	0,00 €	0,00 €	157 565,99 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	111 565,99 €	46 000,00 €	0,00 €	0,00 €	157 565,99 €

### 4 Nouveau site internet Arv'i

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €

### 5 Modification des totems Les Carroz Flaine Express et Skibus

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	55 000,00 €	0,00 €	0,00 €	55 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	55 000,00 €	0,00 €	0,00 €	55 000,00 €

# PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS SUR LE BUDGET ANNEXE MOBILITÉ

## Les investissements relatifs aux mobilités douces et les autres investissements

### 6 Station vélo et abris vélos

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	40 220,14 €	138 300,00 €	65 000,00 €	40 000,00 €	283 520,14 €
 Recettes & subventions	43 540,00 €	47 547,28 €	0,00 €	0,00 €	91 087,28 €
 Reste à charge 2CCAM	-3 319,86 €	90 752,72 €	65 000,00 €	40 000,00 €	192 432,86 €

### 7 Jalonnement cyclable + Boucles de comptage

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	0,00 €	110 000,00 €	0,00 €	0,00 €	110 000,00 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	0,00 €	110 000,00 €	0,00 €	0,00 €	110 000,00 €

### 8 Autres projets divers

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	2 080,66 €	4 000,00 €	30 000,00 €	10 000,00 €	46 080,66 €
 Recettes & subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
 Reste à charge 2CCAM	2 080,66 €	4 000,00 €	30 000,00 €	10 000,00 €	46 080,66 €

### Investissements Budget Annexe Mobilité 2023-2026

	2023	2024	2025	2026	TOTAL
 Études & équipements	172 266,79 €	683 300,00 €	889 880,00 €	544 880,00 €	2 290 326,79 €
 Recettes & subventions	43 540,00 €	47 547,28 €	300 000,00 €	150 000,00 €	541 087,28 €
 Reste à charge 2CCAM	128 726,79 €	635 752,72 €	589 880,00 €	394 880,00 €	1 749 239,51 €

# PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET ANNEXE MOBILITÉ

Rep.	Intitulé	Calcul	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1	Inscriptions au transport scolaire		268 345,47	256 067,22	244 401,83	233 563,65	250 583,64	253 089,48	255 620,37	258 176,57
2	Recettes commerciales transport urbain		171 360,91	108 529,51	119 677,69	140 111,70	181 205,46	184 829,57	188 526,16	192 296,68
3	Refacturation skibus		516 688,00	466 913,62	0,00	469 439,45	556 425,47	506 927,10	517 065,64	527 406,95
4	Participation Région pour transport scolaire		2 307 351,99	2 143 945,43	2 135 114,33	2 126 283,23	2 126 283,23	2 126 283,23	2 126 283,23	2 126 283,23
5	Autres produits divers		131 291,63	69 328,46	67 989,43	97 988,58	427 891,28	166 761,34	166 761,34	166 761,34
6	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A</b>	<b>3 395 038,00</b>	<b>3 044 784,24</b>	<b>2 567 183,28</b>	<b>3 067 386,61</b>	<b>3 542 389,08</b>	<b>3 237 890,71</b>	<b>3 254 256,74</b>	<b>3 270 924,78</b>
7	Marché exploitation transport scolaire		1 241 834,88	1 152 443,36	1 203 461,16	1 220 349,98	1 101 534,15	1 123 564,83	1 146 036,13	1 168 956,85
8	Marché exploitation transport urbain		1 897 881,43	1 857 756,12	1 890 944,34	2 014 431,58	1 829 695,13	1 866 289,03	1 903 614,81	1 941 687,11
9	Marché exploitation skibus		664 322,73	668 821,73	68 291,27	586 799,30	614 181,57	724 181,57	738 665,20	753 438,51
10	Charges de personnel		75 009,21	76 304,13	77 248,91	121 498,82	179 299,00	191 988,49	194 868,31	197 791,34
11	Autres charges diverses		99 550,77	111 316,86	64 078,32	110 483,05	306 189,90	312 139,82	318 358,03	324 700,28
12	<b>TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>B</b>	<b>3 978 599,02</b>	<b>3 866 642,20</b>	<b>3 304 024,00</b>	<b>4 053 562,73</b>	<b>4 030 899,75</b>	<b>4 218 163,74</b>	<b>4 301 542,49</b>	<b>4 386 574,09</b>
13	<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>C = A - B</b>	<b>-583 561,02</b>	<b>-821 857,96</b>	<b>-736 840,71</b>	<b>-986 176,12</b>	<b>-488 510,67</b>	<b>-980 273,03</b>	<b>-1 047 285,74</b>	<b>-1 115 649,31</b>
14	Dépenses d'équipements		3 328,00	6 364,62	0,00	61 062,59	172 266,79	683 300,00	889 880,00	544 880,00
15	Subventions d'investissement versées		0,00	47 153,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Autres dépenses d'investissement		0,00	0,00	91 829,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17	<b>TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>D</b>	<b>3 328,00</b>	<b>53 517,65</b>	<b>91 829,13</b>	<b>61 062,59</b>	<b>172 266,79</b>	<b>683 300,00</b>	<b>889 880,00</b>	<b>544 880,00</b>
18	Subventions		0,00	0,00	0,00	61 236,00	43 540,00	47 547,28	300 000,00	150 000,00
19	Autres recettes d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b>	<b>E</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>61 236,00</b>	<b>43 540,00</b>	<b>47 547,28</b>	<b>300 000,00</b>	<b>150 000,00</b>
21	<b>Besoin de financement en investissement</b>	<b>F = D - E</b>	<b>3 328,00</b>	<b>53 517,65</b>	<b>91 829,13</b>	<b>-173,41</b>	<b>128 726,79</b>	<b>635 752,72</b>	<b>589 880,00</b>	<b>394 880,00</b>
22	Epargne de gestion	<b>C</b>	<b>-583 561,02</b>	<b>-821 857,96</b>	<b>-736 840,71</b>	<b>-986 176,12</b>	<b>-488 510,67</b>	<b>-980 273,03</b>	<b>-1 047 285,74</b>	<b>-1 115 649,31</b>
23	Résultat annuel budget	<b>G = C - F</b>	<b>-586 889,02</b>	<b>-875 375,61</b>	<b>-828 669,84</b>	<b>-986 002,71</b>	<b>-617 237,46</b>	<b>-1 616 025,75</b>	<b>-1 637 165,74</b>	<b>-1 510 529,31</b>
24	<b>DÉFICIT DE LA COMPÉTENCE MOBILITÉ</b>	<b>H</b>	<b>586 889,02</b>	<b>875 375,61</b>	<b>828 669,84</b>	<b>986 002,71</b>	<b>617 237,46</b>	<b>1 616 025,75</b>	<b>1 637 165,74</b>	<b>1 510 529,31</b>

## BUDGET ANNEXE DOMAINES SKIABLES

INTITULÉ DU CHAPITRE	Moyenne 2018 à 2020	Compte Administratif 2022	Budget Primitif 2023	Prévisions 2024
013 atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
70 produits de services, du domaine & ventes diverses	290 576,43	301 745,46	258 674,01	258 674,01
74 dotations et participations	71 674,45	1 800,00	0,00	0,00
75 autres produits de gestion courante	2 230,91	4 987,77	5 100,00	5 100,00
77 produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>364 481,80</b>	<b>308 533,23</b>	<b>263 774,01</b>	<b>263 774,01</b>
011 charges a caractere general	209 123,57	269 000,62	258 346,59	258 346,59
012 charges de personnel et frais assimilés	250 338,63	269 636,21	354 769,50	354 769,50
65 autres charges de gestion courante	9 135,84	5 003,67	8,00	8,00
66 charges financières	178,04	490,24	500,00	500,00
67 charges exceptionnelles	298,64	41,12	4 000,00	4 000,00
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>469 074,72</b>	<b>544 171,86</b>	<b>617 624,09</b>	<b>617 624,09</b>
Résultat de fonctionnement	-104 592,92	-235 638,63	-353 850,08	-353 850,08
Remboursement du capital des emprunts	4 605,18	20 552,90	21 000,00	21 000,00
<b>Résultat net d'exploitation</b>	<b>-109 198,10</b>	<b>-256 191,53</b>	<b>-374 850,08</b>	<b>-374 850,08</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement (hors emprunt)</b>	<b>143 377,90</b>	<b>192 441,75</b>	<b>72 000,00</b>	<b>72 000,00</b>
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	<b>85 499,54</b>	<b>141 447,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Besoin de financement en investissement</b>	<b>57 878,35</b>	<b>50 994,46</b>	<b>72 000,00</b>	<b>72 000,00</b>
<b>Subvention d'équilibre nécessaire</b>	<b>-167 076,45</b>	<b>-307 185,99</b>	<b>-446 850,08</b>	<b>-446 850,08</b>
<i>Pour information : subvention d'équilibre votée</i>	<i>207 817,89</i>	<i>319 324,87</i>	<i>446 850,08</i>	<i>446 850,08</i>

Les données des colonnes « Moyenne 2018 à 2020 » et « Compte Administratif 2022 » proviennent des budgets annexes des communes et du SIVU d'Agy.

Les comptes administratifs 2023 n'ont pas tous été votés à ce jour et les charges de l'exercice ont été transférées en partie à l'intercommunalité en cours d'année ce qui ne permet pas d'avoir de données fiables.

La colonne Budget Primitif 2023 provient du budget voté en décembre pour ce nouveau budget annexe et reflète une année pleine d'exploitation par la 2CCAM.

La 2CCAM a récupéré la gestion complète des domaines skiables du Reposoir, Mont-Saxonnex et Romme (Nancy-sur-Cluses) ainsi que du plateau d'Agy même si ce dernier est exploité via un contrat de Délégation de Service Public (DSP). L'intercommunalité a fait le choix de voter un budget en intégrant les dépenses maximums qu'elle pourrait constater sur un exercice, avec notamment une saison hivernale pleine et entière. Les recettes ont été prévues selon les tendances constatées sur les précédents exercices par les communes, déduction faite des recettes estimées du télésiège de Morsullaz au Mont-Saxonnex qui a été démantelé en cours d'année.

Cette proposition intègre également des frais pour la remise aux normes des équipements et les impacts financiers sur la masse salariale liés à la mise en conformité des contrats de travail du personnel vis-à-vis de la convention collective « Domaines Skiables de France » de droit privé.

Le peu de recul ne permet pas d'établir de prévisions à moyen terme sur ce budget.



**Cluses** Arve  
& montagnes